

RÉCUPÉRATION DE BIENS CONFISQUÉS L'usine de fabrication de véhicules Iveco confiée à Ferrovial

L'opération du transfert de bien confisqués et récupérés par l'Etat se poursuit. C'est au tour du projet de réalisation d'une usine de fabrication et de montage de véhicules utilitaires de marque italienne Iveco, prévu à Bouira en partenariat avec le groupe algérien Ival-Industrie, de passer sous le giron public. Elle a été confiée à l'entreprise Ferrovial, spécialisée dans la construction de matériels et équipements ferroviaires. P 3



AVEC PLUS DE 15 MILLIARDS DE DOLLARS EN 2023

L'Algérie, premier exportateur africain vers l'Italie

L'Algérie s'est affirmée comme le principal exportateur africain vers l'Italie en 2023, renforçant ainsi son rôle de partenaire commercial stratégique pour ce pays européen. Avec des exportations dépassant les 15 milliards de dollars, l'Algérie a consolidé sa position dominante sur le marché italien, faisant de l'Italie son premier client en Europe. Selon les données de « Trade Map », le volume total des échanges entre les deux pays a atteint plus de 18 milliards de dollars, soulignant l'importance de cette relation économique privilégiée.

P 3

CAMPAGNE POUR LA PRÉSIDENTIELLE
Dernière ligne droite pour convaincre les électeurs

La campagne électorale pour l'élection présidentielle du 7 septembre, qui entame sa dernière ligne droite, connaît une dynamique soutenue avec des candidats et leurs soutiens qui focalisent leurs discours sur les préoccupations des citoyens en vue de les convaincre et gagner leur confiance.

P 5

CAFÉ VERT IMPORTÉ
Les modalités de compensation des prix fixées

Un arrêté interministériel commun au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations et au ministère des Finances fixant les modalités de compensation des prix du café vert importé a été publié au Journal officiel n 59. Selon cet arrêté paru le 25 août 2024, l'Etat prend en charge le différentiel entre le prix de revient réel du café et le prix de vente plafond, hors taxe, après déduction du montant de la marge bénéficiaire appliqué par l'opérateur concerné par la compensation.

P 2



BOURSE D'ALGER

La Cosob met en garde contre les offres d'achat d'actions hors du cadre réglementaire

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob) a mis en garde, dans un communiqué publié, contre les offres proposant l'achat d'actions de sociétés cotées à la Bourse d'Alger en dehors du cadre réglementaire. La Cosob a ainsi rappelé que l'achat d'actions hors cadre réglementaire est "un acte illégal qui donnera lieu à des poursuites judiciaires à l'encontre de ses contrevenants". Ce rappel, souligne la même source, intervient après la constatation récente par la Cosob, de la diffusion d'informations sur les réseaux sociaux incitant à l'achat et/ou la vente d'actions des sociétés cotées en Bourse en dehors du cadre réglementaire régissant les transactions boursières en Algérie. "La Cosob rappelle les investisseurs en valeurs mobilières que la procédure d'achat et de vente d'actions des sociétés cotées en bourse ne peut se faire que seulement et uniquement par des intermédiaires en opérations de bourse agréés par la Cosob, dont la liste est publiée sur le site web de la commission, et ce, conformément aux textes réglementaires en vigueur", poursuit le communiqué. En outre, la Cosob a invité le public investisseur à "faire preuve de prudence et de vigilance face à de telles publications mensongères", et de s'abstenir d'effectuer de pareilles transactions, appelant le public souhaitant en savoir plus sur la procédure d'achat et de vente des actions cotées en Bourse, le déroulement de la négociation et fixation de leur prix "à se rapprocher de nos services, de ceux de la Société de gestion de la Bourse des valeurs mobilières (SGBV) ou de tout intermédiaire boursier agréé".

MISE EN SERVICE IMMINENTE D'UNE DEUXIÈME UNITÉ DE RÉDUCTION DIRECTE (DRI-II)

Tosyali Algérie augmentera sa production à plus de 5 millions de tonnes/an

Le groupe Tosyali Algérie, a récemment dévoilé une série de nouvelles initiatives destinées à augmenter ses capacités de production de fer et d'acier, consolidant ainsi sa position de leader dans le secteur. L'une des mesures phares de cette stratégie est la mise en service imminente d'une deuxième unité de réduction directe (DRI-II).

Par Par Mourad A.

Cette nouvelle unité, qui s'ajoutera à la première déjà opérationnelle, permettra à l'entreprise d'atteindre une capacité de production combinée sans précédent dans la région méditerranéenne, avec une production annuelle prévue de plus de cinq millions de tonnes. Ce développement positionnera Tosyali Algérie comme l'un des plus grands producteurs de fer et d'acier dans cette partie du monde. Cette expansion s'inscrit dans une vision stratégique plus large visant à diversifier les types de produits en acier proposés par le groupe, afin de répondre à une demande croissante sur les marchés locaux et internationaux, notamment dans les secteurs de la construction, de l'automobile et de l'industrie lourde. L'importance de cette nouvelle unité de réduction directe réside dans sa capacité à transformer efficacement le minerai de fer en fer métallique, un processus essentiel dans la production d'acier. Cette technologie, en plus de renforcer l'engagement du groupe envers une production respectueuse de

l'environnement, est cruciale pour réduire les émissions de CO2 par rapport aux méthodes traditionnelles, un enjeu de plus en plus vital pour l'industrie sidérurgique mondiale. En parallèle à ces développements, Tosyali Algérie a marqué un tournant historique en réalisant le premier export de tôles d'acier dans l'histoire de l'Algérie indépendante. Cet envoi, effectué début août 2024, a vu la livraison de 25 000 tonnes de tôles d'acier vers les marchés internationaux, une étape majeure qui souligne les avancées significatives de l'Algérie dans la production et l'exportation de produits sidérurgiques. Cette opération, résultat d'un long processus de préparation et de développement, s'inscrit dans une stratégie visant à positionner l'Algérie comme un fournisseur compétitif sur le marché mondial de l'acier. En mai 2024, Tosyali Algérie avait déjà effectué une première expédition, servant de test pour les processus logistiques et le renforcement des relations avec les clients internationaux. L'exportation d'août représente une avancée majeure dans l'ambition du groupe de se faire une place sur le marché mondial

avec des produits de haute qualité. L'expansion des capacités de production et le succès de ces exportations illustrent la compétitivité croissante de l'industrie sidérurgique algérienne, démontrant la capacité du pays à développer et à exporter des produits de valeur ajoutée. Cette diversification économique renforce les échanges commerciaux internationaux de l'Algérie et affirme sa volonté de jouer un rôle actif dans l'économie mondiale. Pour Tosyali Algérie, ces réalisations témoignent d'un engagement stratégique visant à faire de l'Algérie un acteur clé dans la sidérurgie mondiale, tout en soutenant le développement industriel interne. La combinaison de l'augmentation des capacités de production, de la diversification des produits, et du succès des premières exportations de tôles d'acier représente une avancée significative pour Tosyali Algérie. Ces développements permettent au groupe de se préparer à relever les défis futurs tout en contribuant au développement économique durable de l'Algérie, en renforçant sa position en tant que leader de l'industrie sidérurgique dans la région méditerranéenne et au-delà.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

15 morts et 491 blessés en 48 heures

Quinze (15) personnes sont décédées et 491 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures à travers plusieurs wilaya du pays, indique samedi un

bilan de la Protection civile. Durant la même période, la Protection civile a enregistré le décès de deux personnes par noyade dans une plage interdite à la baignade, dans la commune d'El Marsa, wilaya de Chlef,

selon la même source qui a précisé que les éléments de la Protection civile ont effectué 1876 interventions pour le sauvetage de 1387 personnes de noyade, dont 361 prises en charge sur les lieux et 126 autres

évacuées vers les hôpitaux. La Protection civile déplore également le décès de deux personnes dans des réserves d'eau au niveau de les wilayas de Djelfa et Tamanrasset. Par ailleurs, les éléments de la Protec-

tion civile sont intervenus à Alger suite au décès de deux personnes (21 et 19 ans) intoxiquées par une fuite de gaz à l'intérieur d'une habitation dans la commune de Staoueli.

CAFÉ VERT IMPORTÉ

Les modalités de compensation des prix fixées

Un arrêté interministériel commun au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations et au ministère des Finances fixant les modalités de compensation des prix du café vert importé a été publié au Journal officiel n 59. Selon cet arrêté paru le 25 août 2024, l'Etat prend en charge le différentiel entre le prix de revient réel du café et le prix de vente plafond, hors taxe, après déduction du montant de la marge bénéficiaire appliqué par l'opérateur concerné par la compensation. De plus, le montant de la compensation est majoré du différentiel entre le montant de la taxe sur la valeur ajoutée payé à l'importation et le montant de la taxe sur la valeur ajoutée au titre des opérations de

vente du café objet de la compensation. Selon le texte, les prix de vente plafonds du café, hors taxe, sont calculés sur la base des prix plafonds à la consommation, en tenant compte des marges bénéficiaires plafonds prévues par les dispositions du décret exécutif n 24-279 du 20 août en cours (3% de la valeur auprès des douanes, pour les importateurs et 4% du prix de revient pour les transformateurs). Ainsi, cet arrêté interministériel fixe les prix de vente plafonds du café à 748,16 Da/kg pour le café vert ou torréfié ou moulu "Robusta" et à 935,20 Da/kg pour le café vert ou torréfié ou moulu "Arabica". La demande de compensation formulée par l'opérateur concerné est déposée auprès de la direction

de commerce de wilaya territorialement compétente puis transmise à la brigade mixte de contrôle territorialement compétente pour examen dans un délai n'excédant pas 30 jours à compter de la date de dépôt. Par la suite, la demande de compensation, visée par la brigade mixte de contrôle, accompagnée d'un rapport détaillé, établi par ladite brigade, est transmise par la direction de commerce de wilaya territorialement compétente, au secrétariat du comité de compensation au niveau du ministère chargé du commerce. Le comité de compensation examine et évalue la demande et fixe le montant de compensation à attribuer à l'opérateur concerné, dans un délai n'excédant pas 30 jours à compter de sa date

de réception, en tenant compte des prix d'achat de référence du café vert, appliqués sur les marchés internationaux, publiés mensuellement par les services du ministère chargé du commerce sur leur site web ou par tout autre moyen approprié. Dans le cas où la décision est contestée, l'opérateur concerné peut, dans un délai n'excédant pas 15 jours, à compter de la date de notification, introduire un recours déposé auprès du comité de compensation. Dans ce cas, le comité examine le recours pour lequel une décision est établie et notifiée à l'opérateur concerné dans un délai n'excédant pas 30 jours à compter de sa date de réception, selon la même source.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

AVEC PLUS DE 15 MILLIARDS DE DOLLARS EN 2023

L'Algérie, premier exportateur africain vers l'Italie

L'Algérie s'est affirmée comme le principal exportateur africain vers l'Italie en 2023, renforçant ainsi son rôle de partenaire commercial stratégique pour ce pays européen. Avec des exportations dépassant les 15 milliards de dollars, l'Algérie a consolidé sa position dominante sur le marché italien, faisant de l'Italie son premier client en Europe. Selon les données de « Trade Map », le volume total des échanges entre les deux pays a atteint plus de 18 milliards de dollars, soulignant l'importance de cette relation économique privilégiée.

Par Mourad A.

L'économie algérienne repose en grande partie sur ses exportations d'hydrocarbures, un secteur qui constitue le pilier central de sa prospérité. En 2023, les exportations algériennes ont totalisé 59 milliards de dollars, dont 52 milliards provenaient exclusivement du gaz et du pétrole. Ces chiffres révèlent non seulement la domination de ce secteur, mais aussi son rôle fondamental dans le maintien de l'économie nationale. Le gaz et le pétrole ne sont pas seulement des sources de revenus pour l'Algérie, ils représentent également un outil d'influence géopolitique, permettant au pays de jouer un rôle clé sur la scène internationale, en particulier dans le contexte de la crise énergétique européenne. Cependant, cette dépendance quasi exclusive

aux hydrocarbures expose l'Algérie à certaines vulnérabilités, notamment face aux fluctuations imprévisibles des prix mondiaux du pétrole et du gaz. Consciente de ces risques, le pays sous la conduite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'efforce de diversifier son économie en développant d'autres secteurs d'exportation. Parmi ceux-ci, l'industrie des engrais se distingue avec des revenus de 1,3 milliard de dollars en 2023. Ce secteur, bien que modeste en comparaison avec les hydrocarbures, joue un rôle essentiel dans la stabilisation économique du pays. De même, le fer et l'acier ont généré 1,1 milliard de dollars, montrant une certaine vitalité industrielle au-delà des ressources naturelles. Les exportations de produits chimiques et de métaux, atteignant 800 millions de dollars, ainsi que celles de sel, soufre, ciment et produits simi-

lares, avec 600 millions de dollars, contribuent également à la diversification des exportations algériennes. Ces secteurs, bien que plus modestes, sont cruciaux pour la résilience économique de l'Algérie, car ils permettent de réduire la dépendance excessive aux revenus des hydrocarbures. Ainsi, l'année 2023 s'est révélée être une étape charnière dans le renforcement des relations commerciales entre l'Algérie et l'Italie. Ce partenariat a non seulement permis à l'Algérie de consolider sa position sur le marché européen, mais il a également mis en lumière les défis auxquels le pays est confronté dans sa quête de diversification économique. Les efforts entrepris pour développer d'autres secteurs, tout en continuant à tirer parti de la richesse en hydrocarbures, témoignent de la volonté de l'Algérie de bâtir une économie plus résiliente et moins exposée aux

aléas du marché mondial. Depuis 2020, les relations algéro-italiennes se sont intensifiées dans plusieurs domaines, notamment sur les plans économique, énergétique et diplomatique. Ce renforcement des liens bilatéraux a fait de l'Italie un partenaire clé pour l'Algérie en Europe, notamment dans le secteur du gaz naturel. Face à une demande énergétique croissante et à la nécessité de diversifier ses sources d'approvisionnement, l'Italie a trouvé en l'Algérie un fournisseur fiable et stratégique. La coopération entre les deux pays s'est ainsi accrue dans le contexte des crises énergétiques en Europe, où l'Algérie a joué un rôle crucial en augmentant ses exportations de gaz vers l'Italie. Ces échanges commerciaux ont atteint plus de 18 milliards de dollars en 2023, un chiffre qui reflète l'importance de cette relation pour les deux pays.

RÉCUPÉRATION DE BIENS CONFISQUÉS

L'usine de fabrication de véhicules Iveco confiée à Ferrovial

Par Selma R

En effet, c'est lors d'une cérémonie tenue, hier à la zone industrielle Sidi Khaled à Oued El Bardi, que le wali Abdelkrim Laâmourî a procédé à la remise symbolique de ce projet à l'entreprise publique économique Ferrovial. Lancés en 2014, les travaux de ce projet se sont arrêtés en 2019 avec un taux de réalisation de 65%. Le projet est confié désormais à l'entreprise Ferrovial dans le cadre de la mise en œuvre des décisions du Conseil des participa-

tions de l'Etat (CPE) et des décisions de la justice pour la récupération du patrimoine de l'Etat, selon les détails fournis par les services de la wilaya. Lors de la cérémonie, le wali a remis les documents de ce projet au Président-directeur général de Ferrovial, El Amri Bouyoucef. Ce projet revêt une importance « particulière », selon les responsables en charge de la réalisation, qui comptent le relancer et le mettre en exploitation prochainement. Une fois opérationnelle, cette usine pourra générer jusqu'à 750

postes d'emploi directs et 1200 autres postes indirects, selon les détails recueillis lors de cette visite. Cette usine est en cours de construction sur une assiette foncière de 100.000 m². Elle devrait produire 4.000 véhicules, dont des bus urbains et suburbains dans une première étape. Elle comptera 8 chaînes de production équipées d'une technologie de pointe, selon les réalisateurs du projet. Dans une déclaration à la presse, le P-dg de Ferrovial a expliqué que son entreprise allait

entamer dès septembre les travaux pour le parachèvement de cette usine. « Nous n'avons que des procédures administratives à accomplir », a-t-il précisé, ajoutant que la relance du projet « s'inscrit dans le cadre des orientations du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, visant à relancer tous ces projets à l'arrêt dans les plus brefs délais ». Bouyoucef a fait savoir, en outre, que son entreprise compte réaliser deux projets dans la zone d'Oued El Bardi (Sud de Bouira), à savoir celui de fabrication de

véhicules utilitaires, mais aussi de conteneurs. « Nous allons exploiter une superficie de 10 hectares dans cette zone pour la réalisation de ces deux projets d'envergure », a précisé M. Bouyoucef. Une fois mise en exploitation, cette usine « permettra de fabriquer en Algérie des conteneurs avec une moyenne de 12.000 unités par an, ce qui contribuera à réduire la facture des importations », a expliqué le P-dg de Ferrovial qui aspire « exporter sa production en Afrique et ailleurs ».

VISITE DU DG DU GROUPE IMETAL À SIDER EL HADJAR

Accélération du processus de modernisation du complexe

Par M A.

Le directeur général du groupe Imetal, AdelKhemane, a effectué, jeudi dernier, une visite de travail au sein du complexe Sider El Hadjar. Cette visite avait pour but de suivre l'avancement du projet de construction de la nouvelle unité de laminage de barres d'acier pour béton armé, un élément central de la modernisation en cours du complexe. La nouvelle unité, dont la mise en service est imminente, aura une capacité de production impressionnante de 800 000 tonnes par an, un ajout significatif aux capacités de production actuelles du complexe. Cette visite survient dans un contexte de grande importance, notamment après l'annonce du wali d'Annaba, Abdelkader Djelloui, le 19 août dernier, soulignant que la capacité de la nouvelle unité, reflétant l'importance stratégique de cette installation pour le complexe et pour le marché national de l'acier. Durant sa visite, le DG du groupe Imetal a pris le temps d'examiner de près les initiatives mises en œuvre par Sider El Had-

jar pour optimiser ses opérations et maximiser l'efficacité de ses ressources. Un point majeur de cette analyse a été la gestion des déchets ferreux non-récupérables, estimés à environ 100 000 tonnes, générés par les processus de production du complexe. Ces déchets sont actuellement triés et collectés par l'unité FERSID, avec l'objectif de les transformer en produits industriels utiles. La vente de ces déchets a déjà attiré l'intérêt de plusieurs opérateurs locaux et nationaux, témoignant de leur potentiel économique. En outre, une partie des ferrailles issues de la réforme du haut fourneau numéro 1 sera récupérée et recyclée, contribuant ainsi à la génération de revenus supplémentaires et à la libération de terrains pour de futures activités industrielles secondaires. Cette visite s'inscrit parfaitement dans la stratégie nationale de revitalisation du secteur industriel. Ali Aoun, ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, avait récemment souligné dans une réponse parlementaire que le gouvernement était pleinement engagé dans le soutien à Sider El

Hadjar. Ce soutien s'inscrit dans un plan plus large visant à renforcer la position du complexe dans l'industrie de l'acier, à augmenter les capacités de production, et à adopter des technologies modernes. Aoun a également précisé que cette stratégie vise à diversifier les produits sidérurgiques en introduisant des produits à haute valeur ajoutée, tout en intégrant des technologies de réduction directe pour améliorer l'efficacité et réduire les coûts, contribuant ainsi à un développement durable. De plus, Brahim Merad, directeur de la campagne du candidat indépendant Abdelmadjid Tebboune, a récemment réitéré l'importance accordée par le candidat à la réhabilitation du complexe. Lors d'un meeting populaire à Annaba, Merada souligné que Tebboune était déterminé à soutenir le développement du complexe et à améliorer les conditions de vie des travailleurs, en réponse aux préoccupations socioprofessionnelles et en contribuant à la revitalisation économique de la région. À l'issue de sa visite, une réunion a été orga-

nisée au siège de la direction générale du complexe. Cette réunion a rassemblé AdelKhemane, les responsables du groupe Sider, et ceux de Sider El Hadjar, ainsi que les directeurs des unités et les membres des partenaires sociaux. Lors de cette réunion, Khemane a insisté sur l'importance stratégique de Sider El Hadjar pour l'économie nationale et a appelé à une intensification des efforts pour atteindre les objectifs de production fixés. Il a également souligné la nécessité d'une meilleure coordination entre les unités et d'un engagement continu pour réussir la modernisation du complexe. La mise en service de cette nouvelle unité représente une avancée majeure dans l'expansion et la modernisation du complexe Sider El Hadjar, offrant une réponse adaptée aux besoins croissants du marché national et renforçant la compétitivité du secteur sidérurgique algérien. Le soutien des autorités locales et des acteurs industriels est crucial pour garantir le succès de ce projet ambitieux et pour assurer un avenir prospère pour le complexe et la région.

AÉROPORT D’ORAN
Une tentative de fuite de capitaux et de l’or déjouée

La direction régionale de lutte contre le crime organisé d’Oran, en coordination avec la Police des Frontières de l’aéroport Ahmed Ben Bella, a réussi, dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée transfrontalière, à déjouer une tentative de fuite de capitaux en monnaie forte et nationale à l’étranger. Les mêmes services ont réussi à saisir une quantité d’or estimée à 4,201 kg or.

L’opération s’est soldée par l’arrestation de six suspects, dont trois jeunes filles, qui tentaient d’acheminer la marchandise, d’une valeur totale de 10,857 milliards de centimes.

Cette opération est intervenue après des investigations approfondies sur l’activité du réseau. Des investigations ayant abouti, dans un premier temps, à l’identification de ses membres qui activent à l’intérieur et à l’extérieur, suivie de leur arrestation et de la saisie de la marchandise.

Après épuisement des procédures légales auprès du Procureur de la République près le Tribunal d’Es-Senia, les mis en cause ont déferés devant le procureur de la République.

Ils sont poursuivis pour constitution d’une organisation criminelle dans le but de commettre des crimes et des délits, violation de la législation et la réglementation sur les échanges et les mouvements de capitaux depuis et hors du territoire national, de porter atteinte à l’économie nationale, la circulation illégale, la vente et l’achat de métaux précieux, le blanchiment d’argent et le transfert de biens résultant de produits criminels dans le cadre d’un groupe criminel organisé transnational.

MINISTÈRE

Le calendrier des demandes de bourses universitaires en ligne fixé

Le ministère de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a fixé, vendredi dans un communiqué, le calendrier des demandes de bourses universitaires au profit des nouveaux bacheliers.La demande de bourse universitaire sera for-

mulée en ligne entre le 1er et le 15 septembre prochain, précise la même source, ajoutant que le traitement des demandes aura lieu du 16 au 30 du même mois. Les résultats seront annoncés le 1er octobre prochain, conclut le communiqué.

PRIME DE SOLIDARITÉ SCOLAIRE
Plus de 85.000 élèves bénéficiaires à Blida

Quelque 85.292 élèves des trois cycles éducatifs de la wilaya de Blida ont bénéficié de la prime de solidarité scolaire, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. "La prime de solidarité scolaire, fixée à 5.000 DA, a été versée à la mi-juillet dernier au profit de tous les bénéficiaires, afin de permettre aux parents d’élèves d’acquérir ce dont ils ont besoin en perspective de la prochaine rentrée scolaire", a indiqué le wali de Blida, Brahim Ouchen, jeudi soir, dans son exposé consacré aux préparatifs de la prochaine rentrée scolaire (2024/2025). Il a, aussi, fait part de la programmation de la distribution de 33.935 trousseaux scolaires à des élèves issus de familles nécessiteuses, qui bénéficieront également de 761.512 manuels scolaires devant être distribués gratuitement sur un total de 2.382.749 manuels affectés aux établissements scolaires et points de vente. Sur un autre plan, le wali de Blida a fait cas des préparatifs en cours pour la réception de nouveaux établissements scolaires à la prochaine rentrée. Il s’agit de 11 groupes scolaires au niveau de sept (7) communes, trois (3) CEM à Bouârfa et Meftah, deux (2) lycées à Bougara et Meftah et deux (2) demi-pension dans le cycle moyen à Bouârfa et Mouzaia. A cela s’ajoute la réception attendue de 88 classes d’extension dans les trois cycles scolaires, dont la majorité dans le cycle primaire (77 classes), suivi du cycle moyen (7) puis du cycle secondaire (3).

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

PROJET DE L’HÔPITAL ALGÉRO-QATARI-ALLEMAND
Lancement des travaux préliminaires à Sidi Abdallah

Le coup d’envoi des travaux préliminaires du projet de réalisation de l’hôpital algéro-qatari-allemand a été donné, jeudi à Sidi Abdallah (Alger), en présence de membres du gouvernement et de l’ambassadeur de l’Etat du Qatar à Alger, Abdulaziz Ali Al-Naama.

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a déclaré, à cette occasion, que cet hôpital représente "une fierté pour l’Algérie qui continue à renforcer les structures de son système national de santé afin de fournir des prestations hospitalières à la hauteur des aspirations des citoyens et en phase avec les évolutions mondiales en matière de soins".

Soulignant la gratuité des services de santé fournis par cet hôpital dont la réalisation est prévue "dans deux ans ou moins", le ministre a indiqué que cet établissement de santé s’inscrit dans le cadre de "l’élargissement des

perspectives de coopération économique entre l’Algérie et le Qatar en vue de réaliser davantage de rapprochement, en concrétisation des aspirations des directions des deux pays frères et des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en matière de développement des services de santé".

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a affirmé, pour sa part, que l’enveloppe financière allouée à la réalisation de cet hôpital de 300 lits s’élève à 290 millions de dollars, "la partie algérienne financera 40% et la partie qatarie 60%".

Le ministre de l’Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a souligné, de son côté, "la disposition de l’Algérie à renforcer la coopération avec le Qatar dans le domaine de la production pharmaceutique, pour soutenir cet hôpital et développer les

moyens de coopération dans des domaines similaires".

Le CEO (Chief executive officer) du holding "Estithmar" et président du conseil d’administration de la société algéro-qatarie des services de santé, Mohamed Badr Al-Sadah, a présenté un exposé sur ce projet qui intervient, a-t-il dit, "en concrétisation des orientations des dirigeants des deux pays, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et l’Emir de l’Etat du Qatar, cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani". Cet hôpital, ajoute-t-il, "sera doté de moyens modernes et comprendra 30 unités de soins intensifs, 15 salles d’opérations, 40 cliniques externes, en sus de 20 zones dédiées aux urgences, réunissant des compétences médicales de haut niveau et les technologies de pointe en matière de diagnostic et de traitement en un seul endroit".

FORMATION PROFESSIONNELLE /SEVE

Signature d’une convention sur l’accompagnement des femmes entrepreneurs

Une convention a été signée, jeudi à Alger, entre le ministère de la Formation et de l’Enseignement professionnels et l’Association des femmes algériennes cheffes d’entreprises (SEVE) pour accompagner les femmes

entrepreneurs par la formation et renforcer leur participation au développement. La convention a été signée par le directeur des finances et des moyens au ministère, Aissa Brahimi, et la présidente de l’Association des femmes algériennes chefs d’entreprises, Saadi Chahrazad, lors d’une cérémonie présidée par le ministre de la Formation et de l’Enseignement professionnels, Yacine Merabi.

A cette occasion, le ministre a rappelé les mesures prises dans le secteur de la formation professionnelle (FP) pour offrir aux femmes des opportunités de forma-

tion et de qualification à même de leur permettre de participer activement au développement, à l’instar des dispositifs de formation destinés à la femme rurale et à la femme au foyer.

Après avoir affirmé que le secteur veillait à accompagner les femmes entrepreneurs par la formation dans plusieurs spécialités, avec l’introduction de la thématique de l’entrepreneuriat dans les programmes du secteur, le ministre a qualifié cette convention de "nouveau jalon" qui s’ajoute aux efforts de l’Etat dans ce domaine.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L’AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 28 أوت 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, daté: 28 Août 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
		DA / Kg	دج / كـلـغ		
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	86	107	65	البطاطا
	Tomate	61	72	50	المطماطم
	Oignon sec	42	48	36	البصل الجاف
	Ail sec	367	430	304	الثوم الجاف
	Carotte	75	84	66	الجزر
	Navet	102	114	91	لفت
	Poivron	96	109	84	الفلفل الأخضر
	Piment	119	134	103	الفلفل الحار
	Courgette	100	113	88	الكوسية
	Haricot vert	191	215	168	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	116	128	104	الفـس
	Pomme locale	381	490	273	التفاح المحلي
	Datte	562	679	444	التمر
	Melon	101	114	88	البطيخ الأصفر
	Pastèque	80	91	70	البطيخ الأحمر
	Poire	369	429	308	الإجاص
	Raisin	220	281	158	العنب
Produits d’origine animale	Banane	438	453	423	اللوـز
	Viande bovine locale	1791	1944	1638	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	474	487	461	الدجاج
	Ceufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
المنتجات ذات الأصل الحيواني	Lait de vache (Litre)	94	100	88	حليب البقر (لتر)

Election
présidentielle

07/09/2024



Dernière ligne droite pour convaincre les électeurs

La campagne électorale pour l'élection présidentielle du 7 septembre, qui entame sa dernière ligne droite, connaît une dynamique soutenue avec des candidats et leurs soutiens qui focalisent leurs discours sur les préoccupations des citoyens en vue de les convaincre et gagner leur confiance.

Par Sirine R

En effet, il ne reste que quatre jours de cette campagne avant le silence électoral de 72 heures avant le jour-j. Les trois candidats poursuivent leur sortie de terrain (meeting, rencontre de proximité et intervention sur les médias (TV, radio et internet) dans le but de convaincre les électeurs au nombre de plus de 24 millions d'aller voter en choisissant l'un des postulants, à savoir Youcef Aouchiche, candidat du FFS, où la réélection d'Abdelmadjid Tebboune, candidat indépendant pour un second mandat et Abdelali Hassani Cherif, candidat du MSP. Les deux premières semaines de cam-

pagne, les candidats à cet échéance important pour l'Algérie ont expliqué les grandes lignes de leurs programmes électoraux, mettant en avant des propositions concrètes visant à améliorer le pouvoir d'achat, relancer les projets de développement et apporter des solutions aux revendications sectorielles. Usant de tous les moyens que leur confère la loi, dont des meetings populaires et activités de proximité, des interventions dans les médias audiovisuels et écrits et dans les réseaux sociaux, les candidats ont étalé le bien fondé de leurs programmes respectifs, appelant notamment les citoyens à une large participation le jour du scrutin pour concrétiser leurs aspirations. Pour les trois candidats, cette élection re-

présente une étape cruciale pour l'avenir du pays et vise à préserver la stabilité et consacrer la souveraineté nationale. Lors des deux premières semaines de la campagne électorale, les candidats se sont engagés à améliorer les conditions de vie des citoyens, comme c'est le cas du candidat du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche, qui propose de créer des opportunités d'emploi adaptées aux spécificités régionales, d'augmenter le salaire minimum (SNMG) et les allocations familiales, ainsi que de mettre en place de nouvelles subventions dans le cadre d'un système économique équilibré. De son côté, le candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, a mis l'accent sur le renforcement de la stabilité écono-

mique et de la cohésion sociale, promettant la création de nouveaux emplois, une meilleure représentation des jeunes dans les instances élues, et l'augmentation des pensions et allocations pour les catégories vulnérables, comme les femmes au foyer, les étudiants et les chômeurs. Enfin, le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP), M. Abdelali Hassani Cherif, a mis l'accent, quant à lui, sur des réformes à même de répondre aux attentes des citoyens en matière socio-économique. Il s'engage à soutenir le pouvoir d'achat, à s'occuper des franges de la société les plus vulnérables, à revoir les pensions de retraite et à établir un système national pour encadrer les niveaux et formes de soutien.

LORS D'UN MEETING À DJANET

Tebboune s'engage à créer des zones franches au Sud

Le candidat indépendant à la Présidentielle du 7 septembre prochain, M. Abdelmadjid Tebboune, s'est engagé, jeudi depuis Djanet, à tout mettre en œuvre pour la concrétisation de projets dans les régions du sud dans tous les domaines, notamment des projets de jeunes, si le peuple lui renouvelle sa confiance à cette échéance. Les jeunes du sud doivent vivre dans un cadre garantissant une vie décente, c'est pourquoi "je m'engage, si le peuple me renouvelle sa confiance, à réunir tous les moyens nécessaires à la concrétisation de leurs projets dans tous les domaines", a déclaré le candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de son meeting à la

salle omnisports de Djanet, au 15^e jour de la campagne électorale de la Présidentielle du 7 septembre. Se réjouissant de «la satisfaction manifestée aujourd'hui par les jeunes Algériens dans leur pays, dont beaucoup sont prêts à mettre l'expérience puisée à l'étranger» au service de la patrie, M. Abdelmadjid Tebboune a appelé les jeunes de Djanet et du sud, en général, à créer des start-up dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage, du tourisme et des services, s'engageant à «les soutenir pour contribuer au développement». Mettant en avant le rôle des habitants de Djanet, à l'instar des autres régions du sud, dans la protection de la patrie, le candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, a assuré qu'il s'engage, en cas de victoire le 7 septembre prochain, à «tenir une réunion du Gouvernement à Djanet pour recueillir toutes les revendications de ses habitants, comme ce fut le cas ces dernières années à Khenchela, Tissemsilt et Tindouf». Et de préciser qu'il «connaît les revendications et les besoins des habitants» de cette région, qui doit, a-t-il dit, enregistrer une dynamique de développement accrue. Le candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, s'est aussi engagé à «ouvrir des postes frontaliers avec le Niger et la Libye, pays frères» et à «créer des zones franches», estimant que «la forte production enregistrée aujourd'hui par l'Algérie dans plusieurs do-

maines, dont l'industrie pharmaceutique, l'électroménager et les industries de transformation», lui permet de commercialiser ses produits dans les pays voisins. Abdelmadjid Tebboune s'est, par ailleurs, engagé à «développer le tourisme saharien, notamment à Djanet, par l'octroi de nombreuses facilités», soulignant que Djanet «jouit d'un fort potentiel de développement dans les secteurs de l'agriculture, du tourisme et des services». Lors du meeting, le candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, a rappelé ce qui a été réalisé depuis 2019, notamment «dans le cadre de la lutte contre la issaba qui a dilapidé les deniers publics, la reconstruction de ce qui a été altéré, la reprise économique et la

concrétisation de ses 54 engagements en référence à la Révolution de Novembre 1954». Au cours des dernières années, l'Algérie a été «remise sur les rails», comme en témoignent «les nombreux aspects positifs notables dans plusieurs domaines», et a également retrouvé la place qui lui sied dans le concert des nations, a-t-il affirmé. A cette occasion, M. Tebboune a réitéré son engagement à "demeurer fidèle au serment des vaillants Chouhada et Moudjahidine", assurant qu'il continuera à défendre les peuples opprimés et les causes justes dans le monde, notamment les causes palestinienne et sahraouie, et à soutenir les pays voisins et frères comme "le Niger".

IL A ANIMÉ UN MEETING À TIZI-OUZOU

Aouchiche appelle à une participation massive

Le candidat du Front des Forces Socialistes à l'élection présidentielle du 7 septembre prochain, M. Youcef Aouchiche, a appelé hier depuis la wilaya de Tizi Ouzou, à la mobilisation de tous et à une participation forte lors de ce scrutin. Lors d'un rassemblement populaire animé au théâtre régional «Kateb Yacine», dans le cadre du 17^{ème} jour de campagne électorale, Aouchiche a passé en revue les grandes lignes de son programme électoral, en mettant l'accent sur l'aspect politique, notamment lié à la séparation des pouvoirs publics et réformer le système judiciaire, en plus du secteur économique, où il s'est engagé à «établir un système économique basé sur la décentralisation pour établir la parité dans les programmes de développement et diversifier les sources d'investissement». Il a ajouté que son projet présidentiel est «à même de répondre aux espoirs des Algériens» et que ses propositions constituent «une alternative démocratique à la construction de l'Algérie conformément aux principes de la Déclaration du 1^{er} novembre 1954 et à la plateforme du congrès Summum de 1956», soulignant que cette alternative «

«appelle à la mobilisation de tous le 7 septembre pour choisir ce programme». Youcef Aouchiche a également appelé à «préserver l'unité nationale et renforcer ses liens», s'engageant, s'il est choisi comme président, à «œuvrer pour consacrer les composantes identitaires du patriotisme». Dans le même sens, il a déclaré : «Tout comme la délégation de négociation des Accords d'Evian a obtenu l'indépendance de l'Algérie vis-à-vis de la France et a retrouvé une souveraineté complète et intacte sur ses terres, nous continuerons sur leur chemin pour préserver cette unité et construire une Algérie unifiée. Lors d'une activité de proximité à Oued Zenati à Guelma, Aouchiche s'est engagé à «aider les habitants des zones rurales dans la construction de leurs logements à travers l'augmentation des aides qui leur sont accordées à cet effet». Il a souligné à cet égard, que son programme électoral propose «l'augmentation à 2 millions de DA, des aides accordées pour la réalisation des logements ruraux», ce qui contribuera, a-t-il dit, «à la stabilité des habitants dans leurs régions».

DEPUIS TIZI-OUZOU

Hassani Cherif appelle au renforcement de l'unité nationale

Le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP) à l'élection présidentielle du 7 septembre, Abdelali Hassani Cherif, a affirmé, samedi depuis Tizi-Ouzou, que son programme électoral tend à renforcer l'unité nationale et à préserver la stabilité du pays. Animant un meeting populaire au Centre de loisirs scientifique au centre ville, au 17^e jour de la campagne électorale de la prochaine Présidentielle, M. Hassani Cherif a mis en avant son attachement à «visiter les différentes régions du pays lors de sa campagne électorale», affirmant que son programme électoral «tend à renforcer l'unité du peuple algérien et à préserver la stabilité du pays». Il a ajouté dans le même contexte, que son parti "a toujours été attaché à la préservation de l'unité nationale, par

fidélité à la ligne tracée par le fondateur du Mouvement, Cheick Mahfoud Nahnah qui mettait l'unité et la stabilité du pays au-dessus de toutes considérations politiques". Le candidat Hassani Cherif a rappelé par la même occasion, la dimension historique, culturelle, touristique et religieuse de la wilaya de Tizi-Ouzou qui a contribué, a-t-il dit, dans "la lutte contre l'occupation française barbare, et a donné de grands chefs révolutionnaires, en préservant, à travers les zaouiâs, l'identité du peuple algérien et ses valeurs religieuses, et en déjouant les plans visant à effacer l'identité nationale". Détaillant son programme électoral, M. Hassani Cherif a souligné qu'il reposait sur des "réformes économiques basées sur l'exploitation des res-

sources, l'égalité des chances, la réduction des disparités et la promotion de l'investissement", précisant, à ce propos, qu'il s'engageait, s'il est élu, à "aplanir les difficultés et à lever les obstacles bureaucratiques pour les investisseurs, tout en encourageant les jeunes à créer des micro-entreprises". Sur le plan social, le candidat du MSP a promis d'instaurer les fondements de la justice sociale à travers la révision des salaires et la préservation du pouvoir d'achat des citoyens. Après avoir souligné l'importance de la prochaine échéance pour l'avenir du pays, M. Hassani Cherif a invité les citoyens de la wilaya de Tizi-Ouzou à "prendre connaissance de son programme électoral et à voter pour lui le 7 septembre prochain".

SKIKDA

**Près de 14.000
foyers
raccordés aux
réseaux du gaz
naturel et de
l'électricité
depuis 2022**

La direction de Sonelgaz-distribution a procédé, depuis 2022 sur le territoire de la wilaya de Skikda, au raccordement de 13.843 foyers aux réseaux de distribution du gaz naturel et de l'électricité, selon un communiqué publié jeudi par cette filiale du groupe Sonelgaz. Il s'agit, précise le document, de 3.431 logements publics locatifs répartis sur 52 sites et de 10.412 logements location-vente relevant de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) à travers 8 sites dans la wilaya. Selon le même communiqué 20 zones isolées ont été également raccordées au réseau de l'électricité, ce qui a nécessité la construction d'un réseau de distribution de 59 kilomètres, tandis que 14 autres zones isolées ont bénéficié du raccordement au gaz naturel à partir d'un réseau de distribution de 122 kilomètres. D'autre part, les zones d'activités des communes d'El Harrouch et de Ramdane-Djamel, ainsi que la région d'El Attassa (Ain Cherchar) et 17 exploitations agricoles ont été "récemment" raccordées aux réseaux du gaz et de l'électricité, souligne encore le communiqué de la direction de Skikda de Sonelgaz-distribution.

KHENCHELA

Attribution de la prime incitative aux producteurs de tilapia rouge

L'attribution de la prime incitative destinée aux producteurs de tilapia rouge satisfaisant aux conditions requises a débuté mardi dans la wilaya de Khenchela après la publication de l'arrêté interministériel du ministère des Finances et de celui de la Pêche et des Productions Halieutiques.

La première opération d'attribution de cette prime de 50 DA par kilogramme capturé s'est déroulée à la ferme aquacole de Cosider dans le périmètre Kerkit-Sfiha au Sahara Nememcha (Sud de Khenchela) en présence du directeur de la pêche et des productions halieutiques de la région de Guelma dont relève Khenchela, Faouzi Hebita et de cadres du ministère de tutelle. Deux fonctionnaires habilités de la direction de la pêche et des productions halieutiques de cette région ont procédé à la constatation de l'opération de capture et à l'établissement du procès-verbal s'y rapportant au profit de l'entreprise Cosider Agrico en présence d'un représentant de la chambre inter-wilayas de la pêche et de l'aqua-

culture de Guelma en application des dispositions de l'article 116 de la loi 23-22 portant loi de finances pour 2024. Cette prime est destinée aux pisciculteurs agréés à condition que la capture dépasse les 400 kg et que le poids de chaque prise (poisson) atteigne au moins 250 grammes et sa longueur égale ou dépasse les 18 cm, a précisé à l'APS M. Hebita. Pour bénéficier de la prime, le producteur doit déposer une demande au niveau de la direction de wilaya de la pêche et de l'aquaculture territorialement compétente avec un dossier en version papier ou numérisée, selon le même cadre. Le même cadre a invité les producteurs intéressés à accroître leur production de tilapia rouge de sorte à augmenter le montant

de la prime incitative obtenue et réduire le prix de vente au consommateur. De son côté, Ilyès Ben El Alimi, directeur de Cosider Agro dans la wilaya de Khenchela, a indiqué que l'attribution à son entreprise de cette prime incitative décidée par l'Etat au profit des producteurs de tilapia en fait le premier opérateur économique à en bénéficier à l'échelle nationale et cela l'incitera à multiplier la production de ce poisson durant les prochaines saisons. Il a également souligné que la production de l'entreprise pour cette saison a atteint 200 tonnes obtenues suite à l'ensemencement de plus de 1,2 millions alevins de ce poisson.

BATNA

L'association "Algérie Verte" lance une vaste campagne de boisement en milieu urbain

L'association "Algérie verte" a lancé, jeudi, une vaste campagne de boisement des zones urbaines de la wilaya de Batna, à partir du chef-lieu, avec la participation de la direction de l'environnement et de la conservation des forêts, sous l'égide du wali, Mohamed Benmalek. L'opération de boisement sera étendue aux 61 communes de la

wilaya de Batna pour englober, dans un second temps, toutes les wilayas du pays dans le cadre de ce projet de l'association, entamé dans un des quartiers de la capitale des Aurès sous le slogan "Verte Algérie", a déclaré Fouad Maâla, président de cette association à rayonnement national basée à Batna. M. Maâla, affirmant que l'opéra-

tion sera renouvelée chaque jeudi, a indiqué que ce boisement porte sur la mise en terre, à travers les rues et les cités urbaines, des arbres d'ornement, à croissance rapide et feuillus pour fournir de l'ombre et améliorer l'esthétique des villes tout en multipliant les espaces verts. Pour sa part, le chef de l'exécutif local a insisté sur "la nécessité

d'arroser régulièrement et d'entretenir ces arbres, tout en assurant un accompagnement de cette association dans sa campagne de volontariat en milieu urbain, effectuée en coordination avec les services concernés, notamment la conservation des forêts et la direction de l'environnement".

EL-MENIAA

Plus d'une centaine de dossiers à l'étude sur la plateforme numérique de l'Office national des terres agricoles

Plus de 117 dossiers de postulants au foncier agricole au titre de mise en valeur par la concession font actuellement l'objet d'étude via la plateforme numérique de l'Office national des terres agricoles (ONTA), a-t-on appris jeudi auprès de cet organisme. La commission technique de la promotion de l'investissement agricole planche, en présence du directeur général (DG) de l'ONTA, Mohamed Ameziane Lansari, sur l'examen des demandes de terres et

les capacités des postulants. Une superficie de 460 hectares au niveau du périmètre agricole "Châabet El-Melh", dans la commune de Hassi El-Gara (Sud d'El-Meniaa), sera attribuée, à raison de cinq (5) ha par bénéficiaire, aux jeunes investisseurs remplissant les conditions requises par l'ONTA. M. Lansari a fait savoir que toutes les facilités nécessaires sont accordées par l'ONTA aux véritables investisseurs agricoles, dont l'accompagnement et l'appui du ministère de

l'Agriculture et du Développement rural, l'octroi de crédits bancaires bonifiés (Ettahadi et R'fig), après avoir fait preuve de l'exécution réelle de leurs activités agricoles et de résultats concrets. Le DG de l'ONTA a fait part d'un programme d'envergure d'électrification des périmètres agricoles, dans le but d'accompagner les agriculteurs et les promoteurs, à l'effet de développer les divers segments culturels dans la région.

SÉTIF

Plus de 7.700 bovins vaccinés contre la dermatose nodulaire

Plus de 7.757 bovins ont été vaccinés, dans la wilaya de Sétif, contre la dermatose nodulaire depuis le lancement de l'opération, le 19 août dernier, a indiqué, jeudi, le directeur des services agricoles (DSA), Mohamed Bouleftat. L'opération de vaccination du cheptel bovin a été marquée par "un fort engouement des

376 agriculteurs et éleveurs concernés par cette opération d'immunisation dans la wilaya de Sétif", a déclaré le même responsable à l'APS, précisant qu'un premier lot de 10.000 doses de vaccin, expédié par le laboratoire vétérinaire régional de Constantine, a été réceptionné. La vaccination, menée en coordination

avec les chefs de daïras et les présidents des assemblées populaires communales (APC) est inscrite dans le cadre des efforts déployés par l'Etat pour assurer la protection sanitaire du cheptel du pays en mobilisant, pour son succès, toutes les ressources matérielles et humaines (15 vétérinaires à Sétif), a-t-il ajouté. M. Bouleftat a éga-

lement affirmé que l'opération se poursuit sur un "rythme accéléré", dès lors que 80 % du cheptel ont été vaccinés à ce jour. La wilaya de Sétif dispose, selon la même source, d'un cheptel estimé à plus de 114.000 bovins, quelque 400.000 ovins, 72.000 caprins et 3.000 équidés (des chevaux, en particulier).

Les banques financent l'élevage industriel au mépris de leurs engagements climatiques

Pour respecter leurs engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, les banques américaines doivent cesser de soutenir financièrement les entreprises qui pratiquent l'élevage industriel.

1^{ère} partie

Par Monique Mikhail (*)

Alors que la crise climatique suscite de plus en plus d'inquiétudes, aux États Unis, les banques américaines sont soumises à une pression accrue de la part de leurs actionnaires, des décideurs politiques et de la société civile pour que leurs prêts et leurs services financiers contribuent à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Nombre d'importantes banques se sont engagées à réduire leurs investissements dans des secteurs fortement émetteurs afin d'atteindre l'objectif zéro émission. Cependant, elles restent encore financièrement empêtrées dans des industries dont les émissions étouffent la planète et mettent en péril les objectifs climatiques mondiaux.

Investir dans des industries peu respectueuses du climat est néfaste tant pour les banques que pour les investisseurs, comme l'admettent justement les gestionnaires d'actifs. Dans une lettre adressée aux chefs d'entreprise en 2020, Larry Fink, PDG de BlackRock, principal gestionnaire d'actifs du monde, a souligné l'inquiétude croissante des investisseurs quant à l'impact du changement climatique sur leurs investissements.

Cela concerne tant les effets concrets du changement climatique (augmentation des charges, interruption de l'approvisionnement et évolution de la demande) que les effets des politiques climatiques qui modifient la rentabilité des activités néfastes pour le climat.

Les banques ne font pas tout ce qu'elles devraient faire pour réduire l'impact de leurs investissements sur le climat. L'agriculture, et en particulier l'élevage industriel (élevage de bovins, de porcs et de poulets pour produire de la viande, des produits laitiers et des œufs, et culture des fourrages qu'ils consomment), est un secteur à fortes émissions au sein duquel les banques n'ont pas encore modifié de manière significative leurs schémas de financement.

Réduire leur soutien financier à l'élevage industriel serait un changement relativement mineur pour les banques, mais cela leur permettrait de faire un grand pas en avant vers leurs objectifs de réduction des émissions.

L'impact de l'agriculture industrielle sur le climat

Selon une estimation, l'élevage industriel contribue déjà à hauteur de 19,6 % aux émissions mondiales. Ces dernières doi-

vent être plafonnées si on veut que l'augmentation de la température mondiale se limite à 1,5 degrés Celsius et moins. Or, l'élevage est actuellement en passe de consommer environ la moitié du budget mondial des émissions d'ici à 2030 et jusqu'à 80 % d'ici à 2050. L'élevage industriel est une industrie mondiale organisée, dont la plupart des activités se font dans le cadre de gigantesques unités d'engraissement dans des pays comme le Brésil et les États-Unis : «Les bovins eux-mêmes sous forme de méthane (un gaz à effet de serre particulièrement puissant) ; Production et traitement dans le secteur de l'alimentation animale ; Traitement et stockage des effluents ; Déforestation ».

Outre ces émissions, ce secteur est synonyme d'une cruauté inouïe à l'encontre des animaux, de dommages environnementaux (perte de biodiversité et pollution), d'atteintes à la santé humaine et d'impacts sociaux tels que violations des droits du travail. Voici quelques-uns des impacts secondaires les plus importants.

Déforestation

La majeure partie de la viande et des produits laitiers provient d'animaux élevés sur des terres autrefois plantées d'arbres, souvent des forêts tropicales primaires défrichées pour faire place au bétail. On estime qu'à l'échelle mondiale le bétail et la production d'aliments pour animaux sont à l'origine de 48 % de la déforestation des zones tropicales. La destruction de forêts pour y installer du bétail ou du fourrage (comme le soja) libère le carbone piégé dans les arbres et le sol, ce qui signifie que ces arbres ne sont plus en mesure d'absorber et stocker le CO2 et contribuer à réduire les effets du changement climatique à l'avenir.

Accapement des terres et violations des droits humains

Dans la mesure où le bétail nécessite beaucoup de terres, il est fréquent que les industries de l'élevage achètent du bétail à des producteurs qui se sont installés sur des terres volées aux communautés autochtones et locales.

Destruction de l'habitat, perte de biodiversité et violations du droit des animaux

Lorsque les forêts sont reconverties pour produire de la viande, des produits laitiers et des aliments pour animaux, ceux-ci, ainsi que les plantes et les insectes perdent leurs habitats naturels et voient leur survie menacée. L'élevage in-

dustriel est l'un des principaux facteurs de déforestation et de perte de biodiversité. La disparition des habitats et la pollution par les pesticides résultant de la production d'aliments pour animaux sont également des facteurs clés de l'appauvrissement de la biodiversité. L'élevage industriel est en outre source de violations massives du droit et du bien-être des animaux.

Raréfaction de l'eau, pollution et effets sur la santé

L'élevage industriel nécessite de grandes quantités d'eau, alors même que celle-ci manque souvent dans les zones de production. Les élevages industriels, ou fermes usines, rejettent une grande quantité de déchets animaux et de produits chimiques, entraînant la pollution de l'air des populations riveraines et la contamination des rivières, des bassins versants et des réserves d'eau potable. Les pesticides et les engrais utilisés dans la production d'aliments pour animaux polluent le sol, l'air, l'eau et les denrées alimentaires. Ils sont associés à un grand nombre de troubles de la santé, notamment cancers, troubles neurologiques comme la maladie de Parkinson, troubles de la reproduction comme l'infertilité et les perturbations endocriniennes.

Maladies infectieuses et résistance aux antibiotiques

Les maladies se propagent rapidement et aisément entre animaux élevés dans des locaux surpeuplés et insalubres liés à l'élevage industriel, et elles peuvent parfois se propager à la faune sauvage et à l'homme. L'utilisation excessive et à large échelle d'antibiotiques pour favoriser la croissance des animaux en élevage industriel est également à l'origine de l'apparition de bactéries résistantes aux antibiotiques, ce qui complique le traitement des maladies chez les humains.

Violation des droits du travail

Les travailleurs dans le secteur de l'élevage industriel et des abattoirs sont parmi les plus vulnérables au monde aux blessures, aux maladies et à l'absence de protection juridique. Ils sont souvent confrontés à des conditions de travail risquées, notamment un risque accru dû aux machines et aux produits chimiques dangereux, aux tâches répétitives et pénibles et aux environnements soumis à de fortes pressions. En outre, nombre d'entre eux sont des immigrés ou des travailleurs faiblement rémunérés et n'ont pas toujours accès aux soins de santé appropriés, à des sa-

lares équitables ou à la possibilité de faire valoir leurs droits.

Les banques qui financent le fonctionnement et la croissance des entreprises du secteur de la viande, des produits laitiers et de l'alimentation animale favorisent directement leurs émissions et toutes les autres conséquences environnementales et sociales négatives qui en découlent.

Le rapport 2024 « Bull in the Climate Shop » (Un taureau dans le magasin climatique), que nous avons co-rédigé pour nos organisations, les Amis de la Terre et Profundo, reprennent en détail les atteintes que les banques américaines font subir au climat, à l'environnement et à la société en investissant dans des entreprises du secteur de la viande, des produits laitiers et de l'alimentation animale.

Les « Big three » (trois grandes) banques financent l'éco catastrophe

Nous nous sommes penchés sur les 56 plus grandes entreprises en termes de volume de production dans six secteurs et fait le bilan de leurs rapports d'émissions. Ces six secteurs sont les suivants : « alimentation animale ; commerce du soja ; bovins ; volaille ; porc, produits laitiers ».

Dans l'ensemble, nous avons calculé que ces entreprises sont chaque année à l'origine de 1,14 milliard de tonnes d'équivalent CO2, soit plus que le Japon, huitième émetteur mondial.

Des dizaines de banques américaines financent les entreprises du secteur de la viande, des produits laitiers et des aliments pour animaux, mais les Big three sont les banques qui prédominent : selon nos estimations, la Bank of America, Citigroup et JPMorgan Chase fournissent à elles seules plus de la moitié des 134 milliards de dollars investis dans ces entreprises en Amérique.

Bien que cela ne représente que 0,25 % de l'encours des prêts de ces banques, l'élevage, du fait de sa forte intensité d'émissions, génère 11 % des émissions signalées concernant leurs portefeuilles. Par rapport à la construction automobile, la banque Bank of America génère deux fois plus d'émissions par dollar, Citigroup 2,5 fois plus et JPMorgan Chase quatre fois plus pour le financement des élevages.. Sur la base de leurs déclarations, les financements de JPMorgan Chase dans les secteurs de la viande, des produits laitiers et de l'alimentation animale génèrent neuf fois plus d'émissions que leurs investissements dans le secteur du pétrole et du gaz.

(A suivre)

LIBYE

La production d'or noir a baissé de plus de 50 % par rapport à juillet

Il y a trois jours, les exportations de pétrole brut libyen ont été suspendues dans un contexte de rivalité entre le gouvernement de l'Est et celui de l'Ouest pour le contrôle de la Banque centrale libyenne (BCL) et la gestion de la rente pétrolière.

Alors que la situation politique est toujours tendue en Libye, la National Oil Corporation (NOC) a publié, jeudi 29 août, des chiffres de la production actuelle de brut. Elle a atteint environ 591 000 b/j, soit une baisse de plus de 50 % par rapport au terme du mois de juillet.

Cette situation devrait se traduire par une baisse de la rente pétrolière, pomme de discorde entre le gouvernement de l'Est et celui de l'Ouest, si la crise devait se prolonger. Elle intervient suite à l'arrêt des opérations d'exportation de brut depuis les principaux terminaux de la région du Croissant pétrolier, notamment Es Sidra, Brega, Zueitina et Ras Lanuf.

La chute de la production libyenne pourrait affecter la stratégie de l'OPEP qui s'active depuis des mois en faveur d'une hausse des prix alors que Goldman Sachs et Morgan Stanley ont revu à la baisse leur projection de croissance du prix du Brent.

TUNISIE

Hausse de 13,8% des investissements étrangers en 6 mois

Alors que le secteur de l'industrie manufacturière concentre plus de la moitié des investissements étrangers réalisés durant les six premiers mois de 2024, la France et l'Italie restent les premiers pays d'origine de ces flux.

Les flux des investissements étrangers en Tunisie ont atteint 1,39 milliard de dinars (environ 455 millions de dollars) au premier semestre 2024, enregistrant ainsi une hausse de 13,8%, par rapport à la même période de 2023, selon des données publiées à la mi-août par l'Agence de promotion de l'investissement extérieur (FIPA). La ventilation sectorielle de ces investissements montre que l'industrie manufacturière arrive en tête des secteurs ayant attiré le plus d'investissements, avec 57% des flux totaux. Viennent ensuite les secteurs de l'énergie (23%), des services (19%) et de l'agriculture (0,8%).

Les flux des investissements étrangers hors énergie, qui ont concerné 610 projets, ont permis de générer 4820 nouveaux emplois au cours des six premiers mois de l'année en cours. La répartition des flux entrants d'investissements par pays émetteur révèle par ailleurs que la France occupe la première position avec 344,2 millions de dinars devant l'Italie (141,3 millions), l'Allemagne (115,3 millions) et l'Espagne (79,6 millions de dinars).

STARTUPS

L'écosystème entrepreneurial régional en pleine effervescence

L'écosystème des startups au Moyen-Orient poursuit son évolution dynamique, marquée par d'importantes levées de fonds, des acquisitions stratégiques et de nouvelles initiatives d'investissement.

KBW Ventures mise sur KASO

KBW Ventures, sous la houlette du Prince Khaled bin Al-Waleed, vient d'annoncer son investissement dans KASO, une startup saoudienne spécialisée dans la technologie alimentaire B2B.

KASO se distingue par son expertise dans l'optimisation des processus d'approvisionnement pour le secteur de la restauration. Son approche: numériser et automatiser la logistique entre restaurants et fournisseurs.

Le Prince Khaled a révélé que KASO était dans le viseur de KBW Ventures depuis un certain temps avant la concrétisation de l'investissement.

"Notre stratégie vise à renforcer notre présence dans le SaaS B2B. KASO ne répond pas seulement à nos critères de rendement, mais offre également la perspective d'un retour sur investissement décuplé, ce que nous recherchons dans les opportunités early-stage", explique le Prince Al-Waleed.

Cet investissement s'inscrit dans la stratégie globale de KBW Ventures, axée sur le soutien aux secteurs durables tels que la sécurité alimentaire, les protéines alternatives, la capture du carbone et l'agritech.

Powder Beauty, e-commerçant émirati, lève des fonds pour conquérir l'Arabie Saoudite

Powder Beauty, plateforme de e-commerce basée aux Émirats Arabes Unis, vient de boucler avec succès une levée de fonds pré-série A. Ce tour de table a été mené par Sophia Collective et NKEHL, avec la participation de Nithin et Nikhil Kamath. Plusieurs business angels régionaux, dont Maha Taibah, ont également pris part à l'opération, dont le montant n'a pas été dévoilé.

Créée en 2018 par Ayat Toufeeq, Amina Grimen et Marriam Mossall, Powder Beauty se positionne sur le créneau des produits de beauté éco-responsables.

"Cette levée de fonds va nous permettre de consolider notre leadership sur ce marché encore peu exploité mais en pleine expansion", déclare Toufeeq, PDG de Powder Beauty.

Elle ajoute: "Nous sommes particulièrement heureux du soutien d'investisseurs tels que Sophia Collective, dont la vision s'aligne parfaitement avec la nôtre." Les fonds levés serviront à accélérer le développement de l'entreprise en Arabie Saoudite, renforçant ainsi sa présence régionale.

Verofax, champion émirati du Web3, sécurise 3 millions de dollars

Verofax, fournisseur émirati de services Web3, vient de lever 3 millions de dollars lors d'un tour de financement relais. Cette opération a été menée par l'Université des Sciences et Technologies du Roi Abdullah, Plug & Play Tech Center, Navig8 Group et Trove Capital UK.

D'autres investisseurs ont également participé, notamment Jawa Brothers Advisory, Alzamil Pedco CVC et Tracecore CVC.

Fondée en 2018 par Wassim Merheby et Jamil Zablah, Verofax exploite les technologies Web3 telles que la réalité augmentée, la blockchain et l'intelligence artificielle pour enrichir les expériences marketing.

Ce nouveau financement soutiendra l'expansion de Verofax au Moyen-Orient et en Europe. L'entreprise prévoit notamment de développer des guides alimentés par l'IA pour le CCG et des applications pour les fans de sport dans l'UE et en Amérique du Nord.

Pour rappel, Verofax avait déjà levé 1,5 million de dollars en 2022 lors d'un tour pré-série A, mené par Benson Oak Ventures, avec la participation de 500 Global, Wami Capital et Vernalis Capital.

Sakan, proptech koweïtienne, s'offre la qatarie Hapondo

La société proptech koweïtienne Sakan vient de faire l'acquisition d'Hapondo, plateforme qatarie de marketing immobilier, pour un montant non communiqué.

Fondée en 2016 par Abdullah Al-Saleh, Sakan opère une place de marché immobilière dans plusieurs pays du CCG, dont le Koweït, l'Arabie Saoudite, Oman et Bahreïn.

Hapondo, créée en 2019 par Ahmad Al-Khanji, est spécialisée dans la cartographie complète et la recherche photo d'unités résidentielles au Qatar. Cette acquisition vise à étendre les services de Sakan au Qatar en capitalisant sur le réseau et les relations d'Hapondo avec les clients et les promoteurs immobiliers locaux.

Myco, plateforme de streaming Web3, lève 10 millions de dollars en Série A

Myco, plateforme de streaming Web3 basée aux Émirats Arabes Unis, vient de finaliser la première tranche de sa levée de fonds Série A, récoltant 10 millions de dollars pour une valorisation post-money de 80 millions de dollars.

Ce tour de table a été soutenu par un panel d'investisseurs incluant Daman Investments, Aptos Labs, B Digital, Mocha Ventures, Art3 Foundation, Ghaf Capital Partners, Mix Media Network, Factor6 Capital Partners et Enjinstarter. 88 investisseurs accrédités ont également participé via Republic.com.

Fondée en 2021 par Umair Masoom et Somair Rizvi, Myco propose une application de streaming intégrant publicité et abonnement vidéo à la demande dans un environnement décentralisé. Ces nouveaux fonds permettront à Myco d'accélérer son expansion vers de nouveaux marchés et partenariats, après sa récente croissance en Amérique du Nord et en Égypte. L'entreprise prévoit de clôturer une seconde tranche de sa série A d'ici début 2025.

EGYPTE

Le gouvernement approuve la construction du port sec de Borg El Arab

Pour les autorités égyptiennes, les transports constituent un secteur clé pour les objectifs de diversification de l'économie nationale. Le canal de Suez se positionne comme un des principaux maillons autour desquels se développent des infrastructures de soutien. En Egypte, le ministère des Transports a obtenu du gouvernement l'autorisation d'attribuer un marché pour développer un nouveau port sec et un centre logistique à Borg El Arab dans le septentrion, à environ 55 km d'Alexandrie. Il s'agit d'un contrat de concession qui porte sur la conception, le financement, la construction et

l'entretien des installations pendant 30 ans. Le projet dévoilé en août 2023 prévoit que le port soit connecté aux plateformes d'Alexandrie et de Dekheila, ainsi qu'à l'aéroport de Borg El Arab à travers un réseau de routes et de voies ferrées. Il proposera divers services, dont le groupage, le dégroupage, la manutention et l'entreposage. L'infrastructure s'ajoutera à d'autres ports secs en construction ou en projet tels que ceux de 10 Ramadan et du 6 octobre. Ces investissements font partie d'un plan global de l'Égypte pour le secteur portuaire, afin de développer plus d'infrastructures de soutien aux

ports maritimes pour les décongestionner et offrir une meilleure interconnexion avec l'arrière-pays. Cette feuille de route intègre aussi des liaisons ferroviaires.

Le but est de tirer davantage parti de la position géographique stratégique du Canal de Suez dans la chaîne portuaire mondiale, notamment pour le passage de cargaisons pétrolières et de fret conteneurisé entre l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Europe. Cela devrait à terme aider à concrétiser les politiques de l'Égypte en matière commerciale, qui visent à positionner le pays comme principal fournisseur de l'Afrique.

NIGERIA

Octroi des premières licences crypto, une avancée décisive

Cette évolution dans la régulation, bien que tardive, pourrait stabiliser un secteur en pleine croissance et apaiser les inquiétudes autour de la sécurité des transactions en cryptomonnaies dans un pays en proie à une crise aiguë du naira.

Le Nigeria franchit un nouveau cap dans la régulation des actifs numériques avec l'octroi de licences provisoires à deux plateformes d'échange de cryptomonnaies, Quidax et Busha, par la Securities and Exchange Commission (SEC). Cette décision survient une semaine après l'intention émise par le régulateur. Elle marque un tournant dans l'approche du pays envers ce secteur en pleine expansion. Après l'interdiction totale des transactions crypto par les banques en 2021, les autorités nigérianes ont progressivement commencé à assouplir leur position. En décembre 2023, la Banque centrale a franchi une étape importante en autorisant les banques à ouvrir des comptes pour les fournisseurs de services en cryptomonnaies (VASPs). « Les approbations de principe délivrées constituent une étape préalable à l'enregistrement complet par la SEC. Elles visent à assurer la protection et la transparence appropriées pour chaque produit ou service », a précisé la SEC dans un communiqué

ce jeudi. Ces deux entreprises opéreront sous le régime du programme Accelerated Regulatory Incubation Program (ARIP), lancé en juillet 2024. Ce programme a été conçu pour encadrer les plateformes ayant démarré leurs activités avant l'adoption des règles sur les fournisseurs de services d'actifs virtuels en mai 2022. Cette nouvelle orientation intervient après des mois d'incertitudes et de spéculations concernant la position des autorités nigérianes sur les cryptomonnaies. Depuis février 2024, le secteur fait l'objet d'une surveillance accrue. En effet, les autorités reprochent au trading de pair à pair (P2P) de contribuer à la volatilité du naira qui s'est effondré face au dollar, depuis juin 2022. Il est important de noter que la dévaluation du naira a poussé de nombreux Nigériens à se tourner vers les cryptomonnaies comme alternative financière. Le directeur général de la SEC, Emomotimi Agama, a précisé que le programme ARIP permettra au régulateur de mieux comprendre les opérations des start-up et de définir des

règles claires pour encadrer leurs activités. Le Nigeria reste l'un des leaders mondiaux en termes d'adoption de cryptomonnaies. En 2023, il a été classé numéro 1 parmi 155 pays pour le volume des transactions P2P en cryptomonnaies, surpassant tous les autres. Environ 33,4 % des Nigériens étaient impliqués dans les transactions de crypto. Entre juillet 2023 et juin 2024, le volume des transactions en crypto dans le pays a atteint 56,7 milliards de dollars, soit une augmentation de 9 % par rapport à la période précédente. Cette régulation arrive dans un contexte où la plus grande plateforme mondiale, Binance, fait face à des accusations de blanchiment d'argent au Nigeria, avec un cadre de l'entreprise détenu. Selon la Banque centrale, 26 milliards de dollars de transactions non traçables auraient été traitées par Binance, soulignant l'urgence d'un cadre réglementaire robuste pour sécuriser les transactions et stabiliser le marché des changes.

EN AFRIQUE

La taxation du mobile money devrait exonérer les plus petites transactions

Le rapport souligne que l'instauration de taxes sur les services de mobile money représente une source de recettes fiscales supplémentaires pour les gouvernements, mais impacte négativement les ménages les plus pauvres lorsqu'elle n'exclut pas les transactions de détail de faible valeur. Selon un rapport publié le 25 juillet dernier par l'Institute of Development Studies, un thnik tank rattaché à l'Université du Sussex (Royaume-Uni), les impacts négatifs de la taxation du mobile money en Afrique seraient acceptables si elle épargnait les ménages les plus pauvres en exonérant les plus petites transactions. Intitulé « Taxing Mobile Money in Africa : Risk and Reward », le rapport précise que les services financiers numériques (SFN), dont notamment l'argent mobile, connaissent un succès fulgurant sur le continent, en raison notamment de leur accessibilité et de leur abordabilité par rapport aux services financiers traditionnels. Les gouvernements encouragent l'adoption de ces services pour booster le développement économique, augmenter l'inclusion financière et

améliorer l'efficacité de l'administration. Les SFN constituent également une nouvelle source de recettes fiscales pour les Etats. Actuellement, 15 pays africains, taxent de différentes manières les services de mobile money : le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Centrafrique, la RDC, le Tchad, la République du Congo, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, le Nigeria, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe. Les systèmes de taxation du secteur varient d'un pays à l'autre en termes d'assiette fiscale, de types de transactions taxées, et d'exonérations. Ainsi, la base d'imposition pourrait être la valeur des transactions réalisées par les utilisateurs, les frais facturés par les fournisseurs de services ou encore le chiffre d'affaires des opérateurs de téléphonie mobile. À l'exception de la Tanzanie, où les retraits à partir de portefeuilles mobiles (cash out) sont soumis à trois taxes différentes, le taux effectif de taxation se situe généralement à moins de 1 % du montant de la transaction. En Afrique comme ailleurs, les recettes fiscales provenant de la taxa-

tion de l'argent mobile sont modestes, mais non négligeables. Elles représentent en moyenne environ 1 % du total des recettes fiscales. En Ouganda par exemple, la taxation du mobile money qui a été introduite en 2018 a par exemple généré un peu moins de 50 millions de dollars durant l'exercice budgétaire 2022/2023. Le Zimbabwe, où les recettes des taxes appliquées au secteur du mobile money a représentaient 9,3% de l'ensemble des recettes fiscales mobilisées par l'Etat en 2022, constitue un cas à part. Protéger les ménages à faible revenu Le rapport indique d'autre part que les effets de la taxation du mobile money sur la croissance de ce marché sont peu significatifs sur le moyen et le long terme. Les progressions des volumes et des valeurs des transactions financières réalisées via le téléphone mobile ont souvent tendance à revenir aux niveaux antérieurs à l'instauration des taxes dans un laps de temps relativement court. Cela rend insignifiantes les conséquences de la taxation sur le taux global d'adoption du service ainsi que sur l'inclusion financière.

SÉNÉGAL-ESPAGNE

Vers le renforcement de leur coopération

Le Sénégal est aujourd'hui l'un des points de départ de milliers de migrants clandestins de la sous-région vers l'Europe, principalement vers l'Espagne. Le Sénégal et l'Espagne souhaitent renforcer leur coopération dans plusieurs domaines. Cette intention a été confirmée lors de la rencontre, le jeudi 29 août 2024, entre le président sénégalais, Bassirou Diomaye Faye, et le Premier ministre espagnol, Pedro Sánchez. Selon le chef de l'Etat, cette consolidation des liens entre les deux pays touchera divers secteurs, tels que l'agriculture, la formation professionnelle et technique, l'industrialisation, la digitalisation ainsi que la sécurité. Cependant, la coopération sera particulièrement axée sur la lutte contre la migration irrégulière. De son côté, le Premier ministre Sánchez a souligné que l'Espagne bénéficie déjà d'une excellente collaboration avec le Sénégal dans le domaine migratoire, et il est crucial de la renforcer. Le président Faye a également affirmé que son pays continuera la lutte contre la migration irrégulière en collaboration avec ses partenaires, dont l'Espagne. Pour rappel, les départs de migrants clandestins à partir du Sénégal vers l'Europe ont enregistré une hausse notable depuis quelques années. En effet, en 2023, près de 12 833 migrants sont arrivés en Espagne, dont 9319 ont déclaré être de nationalité sénégalaise, selon le ministère des Affaires étrangères sénégalais. Cette visite intervient après celles du ministre des Affaires étrangères d'Espagne, José Manuel Albares Bueno, en décembre 2023 et en juin 2024.

EN MOBILISANT 160 MILLIARDS DE FCFA

BOAD Titrisation clôture avec succès l'opération « Doli-P 2024-2031 »

BOAD Titrisation, arrangeur de l'opération, a finalisé avec succès l'opération "Doli-P 2024-2031" visant à titriser un portefeuille de créances non souveraines détenu par la BOAD. Cette transaction a permis de mobiliser 160 milliards de Francs CFA auprès d'investisseurs régionaux et internationaux. Ce succès souligne l'intérêt marqué des investisseurs pour cette initiative de financement innovante. L'opération Doli-P 2024-2031 s'inscrit pleinement dans le cadre du plan stratégique DJOLIBA de la BOAD, qui vise à optimiser la gestion des actifs tout en mobilisant des fonds pour soutenir des projets stratégiques dans des secteurs clés tels que ressources naturelles, capital humain et infrastructures. Par cette émission, la BOAD optimise l'allocation de ses fonds propres, facilitant ainsi leur redéploiement pour financer de nouveaux projets de développement. L'institution renforce ainsi son profil financier, poursuivant ses objectifs stratégiques ainsi que son engagement en faveur du développement économique et social durable dans la région UEMOA. Le taux moyen de cette transaction, similaire à celui de la première opération de mai 2023, est inférieur aux rendements actuellement exigés par les investisseurs régionaux sur les titres publics. La tranche senior de l'opération "Doli-P 2024-2031" qui représente 75% du montant mobilisé a reçu la note maximale AAA par l'agence de notation GCR WA ce qui atteste de la qualité des actifs non souverains proposés ainsi que de la robustesse de la structuration retenue. La première opération Doli-P 2023-2030, qui avait permis de lever 150 milliards de Francs CFA, à la suite de la titrisation d'un portefeuille de créances souveraines détenu par la BOAD, a été couronnée de succès, comme en témoignent les distinctions reçues, notamment le prestigieux prix de l'opération innovante lors des BRVM Awards 2024. Le succès de cette deuxième opération, clôturée de manière anticipée en une journée, confirme la confiance renouvelée des investisseurs dans la capacité de BOAD Titrisation à structurer des opérations de grande envergure. Selon M. Serge Ekue, Président de la BOAD, « Le succès de cette 2ème opération de titrisation portant sur des actifs non souverains de la BOAD conforte l'atteinte d'un des objectifs de notre Plan stratégique Djoliba 2021-2025, à savoir le renforcement de nos capacités d'intervention et leurs impacts, par un accroissement de nos ressources financières et une gestion active de notre bilan, tout en veillant au respect de nos équilibres financiers et au maintien, voire à l'amélioration de la qualité du rating de la BOAD. »

POINT MARCHÉS

L’Europe termine sans direction, les investisseurs digèrent l’inflation

Les Bourses européennes ont terminé sans direction vendredi, les investisseurs devant digérer le détail des données d'inflation des deux côtés de l'Atlantique et l'ampleur des futures baisses de taux, tandis que le recul des prix du pétrole a pesé sur les valeurs de l'énergie.

À Paris, le CAC 40 a perdu 0,13% à 7.630,95 points. À Francfort, le Dax a reculé de 0,03% et à Londres, le FTSE 100 a abandonné 0,04%. L'indice EuroStoxx 50 a fini sur une baisse de 0,17%, tandis que le FTSEurofirst 300 a pris 0,06% et le Stoxx 600 0,09%. Le CAC 40 clôture le mois sur un gain de 0,71%, tandis que le STOXX a pris 1,34%. La dernière séance d'un août mouvementé s'est terminée dans le rouge pour une bonne partie des Bourses européennes, qui ont néanmoins enregistré des gains pendant la majeure partie de la séance, soutenues par le ralentissement de l'inflation dans le bloc monétaire et les paris confortés d'une seconde baisse des taux lors de la réunion de la BCE en septembre. L'indice des prix à la consommation calculé aux normes européenne (IPCH) dans les 20 pays partageant l'euro a d'abord encouragé les investisseurs, car il a ralenti à 2,2% en rythme annuel ce mois-ci et est désormais très près de l'objectif de 2% de l'institution, selon les chiffres publiés vendredi.

Si ces données confortent le scénario d'une baisse le mois prochain, les investisseurs ne négligent pas le fait que l'inflation sous-jacente présente un tableau nuancé, car les prix dans les services ont accéléré en août, un élément qui pourrait inquiéter certains responsables de la BCE sur la croissance des salaires et l'ampleur des réductions futures. Chris Scicluna, analyste chez Daiwa Capital Markets, relève que les données concordent pleinement avec la nécessité d'une nouvelle baisse des taux en septembre, tout en signalant que le Conseil des gouverneurs a toujours un biais relativement "hawkish" ("faucou"). "Il reste préoccupé par le fait que l'inflation des services soit trop élevée", dit-il, réitérant son pari de "seulement deux baisses de taux supplémentaires cette année".

Selon François Villeroy de Galhau, le gouverneur de la Banque de France, il serait "juste et sage" que Francfort baisse à nouveau ses taux d'intérêt en septembre, après la première hausse actée en juin, sans avoir à atteindre au préalable l'objectif de 2%, afin d'éviter le risque d'agir trop tard. Aux États-Unis, les décideurs politiques de la Réserve fédérale ont également eu ven-

dredi la confirmation que l'indice des dépenses de consommation personnelle (PCE) continue de ralentir, ce qui a renforcé les spéculations en faveur d'une première baisse des taux le mois prochain. Les opérateurs optent toutefois pour une baisse prudente de la part de la Fed, alors que les dépenses de consommation ont augmenté de manière solide et que la croissance du PIB américain au deuxième trimestre vient d'être revue à la hausse, signe que l'économie américaine se porte plutôt bien : ils estiment à 69,5% les chances d'une réduction de 25 points de base en septembre, tandis que la probabilité d'une baisse de 50 est évaluée à 30,5%, selon l'outil FedWatch du groupe CME. La publication vendredi prochain du rapport sur l'emploi d'août du gouvernement américain sera déterminante pour clarifier les attentes à cet égard, alors que de nouveaux signes de faiblesse sur le marché du travail ont contribué à perturber les marchés financiers ces dernières semaines.

Valeurs

La perspective d'une nouvelle réduction des coûts d'emprunt en Europe a soutenu vendredi le compartiment européen de l'immobilier, qui progresse de 1,47%. Celui de l'énergie a en revanche fini sur une perte de 0,87% en raison de la baisse des cours du pétrole après que des sources ont dit à Reuters que l'Opep+ serait prête à procéder à une augmentation de la production de pétrole à partir d'octobre. À Paris, Crédit Agricole a pris 2,5%, signant la meilleure performance du CAC 40, après que le courtier HSBC a relevé sa recommandation à "acheter".

A Wall Street

À l'heure de la clôture en Europe, le Dow Jones s'est retourné à la baisse et perd 0,12%, le Standard & Poor's 500 prend 0,21% et le Nasdaq Composite avance de 0,36%. Aux valeurs, Marvell Technology grimpe de 8,5% après avoir prévu des résultats supérieurs aux estimations pour son troisième trimestre.

Les indicateurs du jour

Le moral des ménages américains s'est amélioré moins que prévu en août, selon les résultats définitifs de l'enquête mensuelle de l'Université du Michigan, dont l'indice de confiance a progressé à 67,9 après 67,8 en juillet, tandis que les économistes interrogés par Reuters prévoyaient en moyenne un chiffre de 68,0.

Changes

Une inflation américaine conforme aux attentes et une augmentation significative des dépenses de consommation aux États-Unis renforcent le dollar, les attentes d'une baisse des taux de la Fed de 25 points de base, au lieu de 50, se renforçant après la publication des données. Le dollar prend 0,30% face à un panier de

devises de référence, tandis que l'euro perd 0,17% à 1,1058 dollar.

Taux

Les rendements obligataires de la zone euro ont eu du mal à trouver leur direction vendredi malgré le ralentissement général des prix, l'inflation des services risquant de refroidir les perspectives quant à l'ampleur des réductions cette année. Le rendement du Bund allemand à dix ans ressort à 2,2860% après avoir grappillé 0,3% vendredi. Aux Etats-Unis, le rendement des Treasuries à dix ans est en progression de 1,5 point de base à 3,8824%, les données économiques publiées vendredi ayant privilégié les paris d'une baisse faible des taux en septembre.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 29 Août 2024					
Valeur : 02 Septembre 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.8889	133.9039
1	EUR	EURO		148.4560	148.4860
1	GBP	POUND STERLING		176.6811	176.7242
100	JPY	JAPANESE YEN		92.5926	92.6094
1	CNY	CHINESE YUAN		18.8242	18.8268
1	CHF	SWISS FRANC		158.4859	158.5224
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.4126	99.4311
1	DKK	DANISH KRONE		19.9041	19.9078
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.1107	13.1143
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7397	12.7446
1	AED	UAE DIRHAM		36.4502	36.4602
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.6780	35.6858
1	KWD	KUWAITI DINAR		438.4050	438.7415
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.7491	44.1888
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.8647	13.8663
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.3522	27.4923
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3718	3.3823
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.5158	180.5158

QUATRIÈME RECORD DE LA SEMAINE POUR LE DOW JONES

Wall Street termine en hausse

La Bourse de New York a fini en hausse vendredi, satisfaite par des nouvelles rassurantes de l'inflation et par une série de résultats de bonne facture. Le Dow Jones (+0,55%) en a profité pour inscrire un nouveau record, le quatrième cette semaine, tandis que l'indice Nasdaq et l'indice élargi S&P 500 ont pris respectivement 1,13% et 1,01%. New York a connu une séance volatile, typique d'une fin de mois, avec une ouverture dans le vert, un passage dans le rouge et une remontée dans les dernières minutes. «Les volumes étaient faibles aujourd'hui, ce qui est logique avant un week-end de trois jours, mais il y avait un biais haussier encouragé par de bonnes publications et des indicateurs positifs», a commenté Patrick O'Hare, de Briefing.com. Wall Street sera fermé lundi, jour férié de Labor Day.

L'indice de prix PCE, considéré comme le plus pertinent par la banque centrale américaine (Fed), est ressorti à 2,5% sur un an en juillet, inchangé par rapport à juin et conforme aux attentes. Hors énergie et alimentation, il s'est fixé à 2,6%, soit moins qu'annoncé par les économistes (2,7%). «La mesure d'inflation préférée de la Fed est suffisamment proche de 2% (son objectif de long terme) pour qu'elle commence à réduire ses taux», a estimé Bill Adams, de Comerica Bank. Le tableau est quasiment idyllique, car dans le même temps, la consommation a davantage progressé qu'en juin. «Ce n'est pas une économie en récession», en a conclu Bill Adams. S'ils voient bien un coup de rabot de la Fed le mois prochain, les investisseurs ne croient, en revanche, plus beaucoup à l'hypothèse d'une baisse d'un demi-point, lui préférant

un quart de point. Cette évolution a donné un petit coup de pouce au dollar et tendu les taux obligataires. Le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans s'établissait à 3,91%, contre 3,86% la veille en clôture.

Des résultats de sociétés bien accueillis

Outre les nouvelles macroéconomiques, Wall Street a bien accueilli plusieurs résultats de sociétés. Parmi eux le concepteur de puces informatiques Marvell Technology (+9,16%), moins connu que les grands noms des semi-conducteurs: ses résultats ont surpassé les projections du marché, grâce à la demande pour l'intelligence artificielle (IA). Dell (+4,33%) a aussi fait état de chiffres supérieurs aux prévisions des analystes, et a relevé ses objectifs annuels.

Initialement connu pour ses ordinateurs personnels, le groupe de Round Rock (Texas) s'est transformé ces dernières années au point de devenir aujourd'hui un grand fournisseur de serveurs calibrés pour l'IA. Autre bonne surprise, celle de l'enseigne de prêt-à-porter sportif Lululemon, forte d'un bénéfice net meilleur que prévu et de marges renforcées (+0,18%). A la cote, outre Nvidia (+1,51%), au rebond, et Marvell, les vedettes des semi-conducteurs ont eu le vent en poupe, qu'il s'agisse de Broadcom (+3,75%), AMD (+2,11%) ou Qualcomm (+3,43%). Intel a fait encore mieux (+9,49%), stimulé par une information de l'agence Bloomberg selon laquelle le groupe de Santa Clara envisage la scission de ses activités de conception de microprocesseurs et de ses opérations de fabrication.

ÉTATS-UNIS

L'inflation domptée, la Fed prête à dégainer

L'inflation est restée stable sur un an en juillet aux États-Unis, à 2,5%. La banque centrale américaine se prépare à abaisser ses taux mi-septembre, pour la première fois depuis 2020.

La hausse des prix à la consommation reste stable aux États-Unis. L'inflation américaine s'est établie à 2,5% sur un an en juillet, mais a continué à accélérer sur un mois, à 0,2% contre 0,1%, selon l'indice PCE publié ce vendredi par le département du Commerce. Cette évolution est conforme aux attentes des analystes. L'inflation dite sous-jacente, qui exclut les prix volatils de l'énergie et de l'alimentation, est elle restée stable tant sur un mois que sur un an, respectivement à 0,2% et 2,6%. Une autre mesure de l'inflation, l'indice CPI, sur lequel sont indexées les retraites, avait été publiée plus tôt dans le mois, et avait montré une poursuite du ralentissement en juillet, à 2,9% sur un an, au plus bas depuis mars 2021, contre 3% le mois précédent. Par ailleurs, le mois dernier, les dépenses des consommateurs ont également augmenté plus vite qu'en juin, en hausse de 0,3% contre 0,2%, de même que leurs revenus, avec +0,3% contre +0,1%, a encore indiqué le département du Commerce. Sur les marchés, le dollar s'affichait stable ce vendredi, en très léger repli face à la livre et l'euro, le marché retenant son souffle avant l'indicateur PCE renseignant sur l'inflation américaine. Vers 11H25 GMT (13H25 à Paris), le billet vert restait quasiment atone face à l'euro, qui grappillait 0,02% à 1,1080 dollar, et également face à la livre, qui prenait tout juste 0,05% à 1,3176 dollar.

La Fed se prépare à abaisser ses taux

La baisse de l'inflation depuis plusieurs mois devrait convaincre la banque centrale américaine (Fed) de commencer à abaisser

ses taux lors de sa prochaine réunion, les 17 et 18 septembre. « Le temps est venu pour un ajustement de politique » monétaire, autrement dit pour une baisse des taux, avait indiqué vendredi dernier le président de la Fed, Jerome Powell, depuis Jackson Hole, dans les montagnes du Wyoming. Il est « difficile » d'imaginer que la Fed n'abaisse pas ses taux mi-septembre, avait renchéri, lundi, la présidente de la Fed de San Francisco, Mary Daly. « Nous ne voulons pas nous retrouver dans une situation où nous maintenons une politique très restrictive dans une économie en ralentissement », avait-elle souligné.

Ramener l'inflation à 2%

Depuis que les prix ont commencé à flamber en 2021, c'est en effet la Fed qui était en première ligne pour les ralentir. Son objectif : ramener l'inflation à 2%, niveau considéré comme sain pour l'économie. Elle a ainsi relevé ses taux afin de ralentir l'activité économique, ce qui doit permettre de desserrer la pression sur les prix et, in fine, de faire baisser l'inflation. Les taux se trouvent ainsi depuis un an à leur plus haut niveau en 20 ans, dans la fourchette de 5,25 à 5,50%. Mais ils devraient être abaissés lors de la prochaine réunion, a récemment signalé son président, Jerome Powell. Car la crainte, avec des taux élevés, est de ralentir trop fortement l'économie américaine, voire même de provoquer une récession. Le taux de chômage a ainsi grimpé à 4,3% en juillet, et les créations d'emplois de 2023 et début 2024 ont été révisées en forte baisse. Selon Ipek Ozkardeskaya, analyste de

Swissquote Bank, les membres de la Fed en faveur d'un assouplissement monétaire « sont plus intéressés par les données sur l'emploi », attendues la semaine prochaine, « que par les chiffres de l'inflation ».

Le PIB américain révisé à la hausse

Autre indicateur : jeudi, la croissance du PIB des Etats-Unis au deuxième trimestre a été révisée à la hausse, à 3% en rythme annualisé contre 2,8% initialement annoncés, après une croissance de 1,4% au premier trimestre, selon la deuxième estimation du département du Commerce. En la comparant au trimestre précédent, la croissance est de 0,8%, quand la première estimation était de 0,7%. « Cette actualisation reflète notamment une révision à la hausse des dépenses de consommation », détaille le département du Commerce dans son communiqué. La progression du produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis entre avril et juin avait été portée par la consommation et l'investissement. Ces données sont ajustées de l'inflation, c'est-à-dire que le calcul exclut les effets de la hausse des prix. « Derrière la légère révision (...) se cache une forte augmentation des dépenses de consommation, le principal moteur de l'économie qui représente près de 70% du PIB », a commenté Robert Frick, économiste pour Navy Federal Credit Union. Et ce, « alors que l'inflation se calmait, démontrant que nous avons atterri en douceur il y a quelques mois », selon lui, ce qui signifie que la banque centrale américaine (Fed) a réussi à faire baisser l'inflation sans faire plonger le pays dans la récession.

ROYAUME-UNI

Grève massive ce samedi à l'aéroport d'Heathrow

Un syndicat a annoncé que 650 agents de la police aux frontières vont entamer une grève à l'aéroport londonien à partir de samedi. Une opération qui pourrait perturber fortement le trafic aérien puisqu'il s'agit du plus gros aéroport du Royaume-Uni et même d'Europe. L'aéroport londonien d'Heathrow, premier du Royaume-Uni et d'Europe en nombre de passagers, va connaître son premier mouvement social de la rentrée. Des centaines d'agents de la police aux frontières y entameront donc samedi une grève de quatre jours pour leurs conditions de travail, a annoncé ce vendredi le syndicat PCS.

A noter : l'aéroport d'Heathrow avait annoncé en juillet avoir enregistré un trafic record au cours du premier semestre de l'année, avec 39,8 millions de passagers ayant transité par ses terminaux. Cette grève risque donc d'occasionner de grosses perturbations pour les voyageurs.

Des «emplois du temps inflexibles» dénoncés

Quelque « 650 adhérents (...) travaillant dans les terminaux 2, 3, 4 et 5, vont débrayer samedi pendant quatre jours dans le cadre d'un conflit de longue date sur l'introduction de tableaux de service rigides », a indiqué le syndicat dans un communi-

qué.« Ces emplois du temps inflexibles empêchent les parents de déposer et de récupérer leurs enfants à l'école », a déploré dans un communiqué la secrétaire générale du syndicat, Fran Heathcote. Le personnel participant au mouvement « observera ensuite une grève du zèle et refusera de faire des heures supplémentaires du 4 au 22 septembre », a précisé l'organisation, affirmant que « quatre agents en grève sur cinq de la police aux frontières d'Heathrow souffrent de stress au travail ».

Les autorités britanniques temporisent

Pour mémoire, le conflit a démarré en avril pour pro-

tester contre la fin de l'affectation de nombreux agents au contrôle des passeports. Plusieurs débrayages ont eu lieu depuis. « Nous mettrons en place des plans solides pour minimiser les perturbations dans la mesure du possible, mais nous invitons les passagers à consulter les derniers conseils des opérateurs avant de voyager », a réagi le ministère de l'Intérieur, qui emploie les agents, dans une déclaration transmise à l'AFP. « Nous apprécions le travail inlassable » que font les agents « pour assurer la sécurité de nos frontières, et nous nous engageons à poursuivre nos discussions avec le syndicat afin de trouver un accord », a-t-il ajouté.

FRANCE

La croissance révisée légèrement à la baisse au deuxième trimestre

Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 0,2% au deuxième trimestre, a annoncé l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) ce vendredi. Une révision en baisse de 0,1 point par rapport à la première estimation. La croissance reste faible au deuxième trimestre. Le produit intérieur brut (PIB) français a progressé de 0,2%, selon les résultats détaillés communiqués ce vendredi par l'Insee, soit une révision en baisse de 0,1 point par rapport à la première estimation. Pour rappel, le PIB avait augmenté de 0,3% au premier trimestre. Les composantes sont stables ou en légère hausse, à l'exception de l'investissement (-0,4%). La consommation des ménages se redresse légèrement (+0,1% après -0,1% au premier trimestre), grâce à la consommation de services (+0,5% après +0,3%), tandis que la consommation de biens reste stable (après -0,1%) : la consommation alimentaire recule de 1,6% après déjà -0,1%), une baisse compensée par la hausse de la consommation en gaz et électricité (+3,0% après +0,2%). L'investissement, ou formation brute de capital fixe (FBCF) pour l'Insee, diminue de nouveau (-0,4% après -0,5%). Il recule de 0,5% pour les entreprises, comme au premier trimestre, et de 1,1% pour les ménages, après -1,9% au premier trimestre. Elle augmente néanmoins pour les administrations publiques (+0,6% après +0,5%). Au total, la contribution de la demande intérieure finale - hors stocks - à la croissance du PIB est nulle au deuxième trimestre, comme au trimestre précédent.

AIEA

L'Iran accroît ses stocks d'uranium enrichi

Selon des récentes données de l'AIEA, à ce jour, le stock iranien d'uranium hautement enrichi est suffisant pour permettre à Téhéran de produire plus de trois bombes atomiques. Rafael Grossi, le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) doit être particulièrement remonté. La raison : selon ses services, le programme nucléaire a continué à monter en puissance, et ce, même si Téhéran nie vouloir se doter de la bombe. Concrètement, d'après l'AIEA les réserves de matière enrichie à 60%, proche des 90% nécessaires pour élaborer une arme atomique, se situaient ainsi au 17 août à 164,7 kg (contre 142,1 kilos en mai), détaille un rapport de l'AIEA. Soit suffisamment pour produire plus de trois bombes, d'après la définition de l'instance onusienne. Les stocks enrichis à 20% ont aussi progressé, passant à 813,9 kg (contre 751,3 kg précédemment). De sorte que le stock total d'uranium enrichi iranien s'établit désormais à 5.751,8 kg (contre 6.201,3 kg en mai), soit 28 fois la limite autorisée par un accord international de 2015. Une situation qui va motiver une nouvelle visite en Iran du directeur de l'AIEA, selon un rapport consulté ce jeudi par l'AFP. Objectif : pouvoir rencontrer le nouveau président iranien, Massoud Pezeshkian. Après des années de détérioration des relations avec Téhéran, Rafael Grossi exprime dans ce rapport « le souhait d'une visite prochaine en Iran afin d'établir un dialogue fluide et constructif menant à des résultats concrets ».

Lotus vend beaucoup moins que prévu



Visant désormais à concurrencer directement Porsche, la marque Lotus est loin d'atteindre les objectifs de vente qu'elle s'était fixée. Elle souffre du repli des ventes de voitures électriques, mais aussi des nouvelles taxes mises en place aux Etats-Unis sur les autos fabriquées en Chine. Qu'il semble loin, le temps où Lotus ne vendait que de petites sportives thermiques ultralégères. La marque fondée par Colin Chapman propose désormais d'énormes modèles électriques à la vocation luxueuse, qui dépassent largement les deux tonnes sur la balance. Le SUV Eletre et la berline Emeya, visant respectivement des modèles comme le Mercedes EQS SUV AMG et la Porsche Taycan, s'adressent à un public bien plus large que les anciennes Elise et autres Emira. Mais dans un contexte où la progression des voitures électriques se heurte à la réalité du marché, ces deux grandes Lotus ne se vendent pas autant que prévu. Comme le rapportent les journalistes anglais d'Autocar, le constructeur anglais déçu par Geely vise désormais un objectif de vente de 12 000 exemplaires sur l'année 2024 au lieu des 55 500 prévus initialement. Et pour l'année prochaine, cet objectif a été abaissé à 30 000 exemplaires au lieu de 76 000 précédemment.

Les taxes américaines n'aident pas

La direction de Lotus explique ces résultats décevants par la mise en place de taxes nettement plus sévères aux Etats-Unis à l'encontre des voitures électriques chinoises, alors que ce marché est l'un des principaux visés par le constructeur. Un genre de mesure qui n'aide évidemment pas Lotus même si, comparativement à la concurrence, le prix de ses modèles (à partir de 97 890€ pour l'Eletre et 109 190€ pour l'Emeya) paraît bien placé sur le marché des grosses voitures de luxe électriques. Entre ces résultats décevants de Lotus et la stratégie difficile à suivre de Polestar qui vient d'ailleurs de changer de patron, le pôle de marques « premium » du groupe chinois Geely n'est pas encore une affaire qui roule.

TRANSIT CUSTOM NUGGET

Ford lance deux nouvelles versions de son van aménagé

Ford lance une nouvelle finition typée baroudeur et une version à empattement rallongé de son Transit Custom Nugget. Le constructeur américain en profite pour officialiser la venue d'une motorisation hybride rechargeable, qui doit permettre de débloquer la commercialisation du van en France.



Présenté il y a maintenant un an, le nouveau Ford Transit Custom Nugget n'a toujours pas débuté sa commercialisation en France. À l'occasion du salon de la Caravane de Düsseldorf, qui se tient du 30 août au 8 septembre, le constructeur américain dévoile deux nouvelles versions de son van aménagé.

Plutôt baroudeur ?

Pour les campeurs en quête d'un style plus tout-terrain, le van est désormais décliné dans une finition Active, reprenant l'équipement du niveau Titanium. Le Transit Custom Nugget Active se dote ainsi d'une calandre noire au dessin plus ajouré, de bas de caisse en plastique noir, de skis de protection imitation métal au niveau des boucliers et des jupes latérales, ainsi que de jantes bi-ton de 17 pouces. Dans l'habitacle, la sellerie est maintenant résistante à l'eau. L'autre nouveauté est l'apparition au catalogue d'une variante à l'empattement rallongé, disponible sur les finitions Titanium et la nouvelle Active. Sans préciser le nombre de centimètres gagnés, Ford annonce que la kitchenette bénéficie d'un plan de travail ainsi que d'un placard plus grand pour y ranger casseroles et ustensiles, tandis que la

pendrie profite elle aussi de plus d'espace.

Sur cette version rallongée, une disposition du mobilier différente est également disponible, permettant d'ajouter un coin WC dans l'espace de vie.

Toujours en diesel et bientôt en hybride rechargeable

Annoncée lors de la présentation du modèle l'année dernière, la variante hybride rechargeable reprenant la mécanique éternée sur le SUV Kuga fait officiellement son apparition au catalogue des motorisations. Celui-ci associe un quatre-cylindres 2.5 essence à un bloc électrique alimenté par une batterie d'une capacité de 11,8 kWh. En revanche, la puissance est ici portée à 233 ch, contre 225 ch sur le SUV. Avec l'arrivée de ce groupe motopropulseur électrifié, le Transit Custom Nugget devrait enfin pouvoir arriver sur nos routes. En effet, la fiscalité peu avantageuse du van équipé du moteur 2.0 diesel de 170 ch était l'entrave à sa venue en France. Les prix seront dévoilés au moment de sa commercialisation prévue avant la fin de l'année 2024.



BYD prospère malgré la guerre des prix

En dépit de la guerre des prix sur le marché chinois initiée par Tesla et les droits de douane majorés en Europe et aux Etats-Unis, BYD voit ses résultats commerciaux progresser. BYD continue de prospérer malgré la guerre des prix des véhicules électriques (VE) en Chine et les obstacles tarifaires à l'international. Le constructeur a enregistré un bénéfice net de 9,06 milliards de RMB (environ 1,15 milliard €) au deuxième trimestre 2024, soit une hausse de 33 % par rapport à l'année précédente et une augmentation impressionnante de 98 % par rapport au premier trimestre. Ces résultats sont soutenus par des ventes re-

cords de 986.720 véhicules à énergie nouvelle (VNE), incluant VE et hybrides, au deuxième trimestre, ce qui représente une augmentation de 57 % par rapport au premier trimestre. Bien que ses marges brutes aient légèrement baissé à 18,69 % en raison de la concurrence intense en Chine, BYD maintient une solide marge de 20 % pour la première moitié de l'année. Le constructeur vise la vente de 3,6 millions de voitures électriques et hybrides rechargeables en 2024. BYD s'efforce d'élargir sa présence internationale en établissant des usines dans des marchés émergents comme la Thaïlande, et prévoit de



nouvelles installations au Mexique, en Hongrie, au Brésil, en Turquie et au Pakistan pour contourner les tarifs douaniers élevés imposés à ses produits, tant aux Etats-Unis qu'en Europe.

Malgré les défis, BYD est désormais le septième plus grand constructeur automobile au monde, surpassant Nissan et Honda. Le constructeur chinois ambitionne de réaliser près de la moitié de ses ventes à l'étranger d'ici la fin de la décennie, s'appuyant à cet égard sur des accords stratégiques comme celui avec Uber pour fournir 100.000 VE et par des initiatives de marketing telles que le parrainage des tournois de football Euro 2024 et Copa America.

INNOVATION

Cette puce bioélectronique peut détecter les cancers cérébraux en une heure seulement

Un diagnostic en une heure pour une maladie qui peut être fatale en quelques mois. Grâce aux travaux de scientifiques américains, cette puce est capable de détecter le glioblastome, cancer cérébral parmi les plus agressifs, en moins de temps qu'il n'en faut pour regarder un film.



Le glioblastome est une tumeur cérébrale primitive, c'est-à-dire qu'elle se développe directement dans le cerveau. Il appartient à la famille des gliomes, des tumeurs qui prennent naissance dans les cellules gliales, cellules de soutien du système nerveux central. Son traitement est une réelle course contre-la-montre, mais une équipe de chercheurs de l'Université de Notre Dame (Indiana) vient de prendre une longueur d'avance. Leur innovation ? Une puce bioélectronique capable de détecter cette tumeur agressive en moins d'une heure, là où les patients ne survivent en moyenne que 12 à 18 mois après le diagnostic. Leur étude a été publiée le 3 juin dans la revue Communications Biology.

Une puce microscopique pour un enjeu macroscopique

Au cœur de cette prouesse technologique se trouve une biopuce utilisant une technologie électrocinétique de pointe, qui peut utiliser des courants électriques pour manipuler, séparer ou

détecter les molécules biologiques. Sa mission : traquer les biomarqueurs spécifiques du glioblastome, en l'occurrence les récepteurs du facteur de croissance épidermique (EGFR) surexprimés dans certains cancers.

« Les vésicules extracellulaires ou exosomes sont des nanoparticules uniques sécrétées par les cellules. Elles sont grandes - 10 à 50 fois plus grandes qu'une molécule - et elles ont une faible charge.

Notre technologie a été spécifiquement conçue pour ces nanoparticules, en utilisant leurs caractéristiques à notre avantage » explique Hsueh-Chia Chang, professeur à Notre Dame et auteur principal de l'étude.

L'équipe de recherche a dû surmonter un double obstacle : différencier les EGFR actifs des inactifs, et concevoir une technologie à la fois sensible et sélective. Pour y parvenir, ils ont développé un capteur électrocinétique miniature, pas plus grand que la bille d'un stylo à bille, capable de former des liaisons multiples avec les vésicules extracellulaires présentes dans le sang. Cette approche novatrice amplifie ainsi

considérablement la précision du diagnostic.

Selon Satyajyoti Senapati, professeur en génie chimique et biomoléculaire à l'Université Notre Dame, lui aussi auteur de l'étude, leur dispositif est unique. « Notre capteur électrocinétique nous permet de faire des choses que les autres diagnostics ne peuvent pas [...] Nous pouvons analyser directement le sang sans traitement préalable pour isoler les vésicules extracellulaires, car notre capteur n'est pas perturbé par d'autres particules ou molécules. Il génère peu d'interférences, ce qui rend notre technologie plus performante pour la détection des maladies par rapport à d'autres solutions ».

Un avenir prometteur pour la médecine personnalisée

Si cette puce a été initialement développée pour le glioblastome, ses applications potentielles sont bien plus vastes. « Notre technique n'est pas spécifique au glioblastome, mais il était particulièrement approprié de commencer par celui-ci en raison de sa létalité et de l'absence de tests de dépistage précoce disponibles », souligne Chang. L'équipe envisage déjà d'adapter cette technologie pour établir des diagnostics du cancer du pancréas, de maladies cardiovasculaires, de la démence ou encore de l'épilepsie.

L'accessibilité de cette innovation est tout aussi remarquable que sa précision. Chaque test nécessite à peine 100 microlitres de sang et peut être réalisé en moins d'une heure. Le coût de fabrication d'une biopuce est bon marché ; inférieur à 2 dollars ; rendant cette technologie potentiellement accessible à grande échelle.

EN ACTUALISANT DART

Google dévoile l'API Flutter GPU



Double actualité pour Google dans le développement avec la disponibilité de l'API Flutter GPU pour créer des packages de rendu à partir de rien. La firme a par ailleurs annoncé des évolutions dans le langage Dart. Récemment Google a mis à jour son outil de développement multiplateforme Flutter et le langage Dart qui l'accompagne. Pour le premier, il a livré en avant-première l'API Flutter GPU. Intégrée au SDK Flutter, l'API propose aux développeurs de définir des pipelines de trames personnalisés et de soumettre des appels de dessin directement au GPU. « L'intérêt est de pouvoir développer des rendus spécialisés comme des alternatives 2D Canvas, des scènes 3D ou des systèmes de points pour des expériences performantes et immersives sans surcharger le moteur », a déclaré Google.

Le fournisseur fait remarquer que la programmation graphique nécessite une courbe d'apprentissage importante et que la plupart des utilisateurs choisiront probablement d'utiliser un logiciel de rendu de niveau supérieur plutôt que de créer leur propre logiciel. C'est la raison pour laquelle Google investit dans des packages de rendu comme Flutter Scene, qui exploite l'API GPU et propose d'importer des modèles glTF animés et de construire des scènes 3D. « Avec l'API GPU, les développeurs peuvent créer facilement des applications et des jeux 3D dans Flutter et Dart ». À noter que, même si l'API GPU de Flutter est en avant-première, Google recommande de développer à partir du canal principal de Flutter avec Flutter GPU. L'objectif de Flutter et Dart est d'aider les développeurs à créer des applications performantes pour les plateformes mobiles, web et de bureau à partir d'une seule base de code.

D'autres évolutions dans Flutter et Dart

En dehors de l'API GPU, Google a annoncé d'autres évolutions dans Flutter comme le support anticipé du gestionnaire de paquets Swift pour offrir un accès à l'écosystème de paquets Swift. De même, Flutter hérite d'un support des vues de plateforme et web pour les applications Flutter pour macOS. Les développeurs auront ainsi une intégration transparente des composants d'interface utilisateur natifs de macOS directement dans une application Flutter. Pour le langage Dart, il y a un changement important : le contexte utilisé par le compilateur pour effectuer l'inférence de type sur l'opérande d'une expression await a été modifié pour correspondre au comportement de l'analyseur. Des améliorations ont été apportées dans l'interopérabilité native de Dart, qui prend désormais en charge les appels directs de Dart vers C, Java, Kotlin, Objective-C et Swift. Enfin, le support de la compilation des applications Dart et Flutter en WebAssembly, introduite dans Dart 3.4 et Flutter 3.22 en mai, est à présent stable et complète.

Brèves

Apple et Nvidia investisseurs dans OpenAI ?

La rumeur enfle sur une prochaine levée de fonds de plusieurs milliards de dollars pour OpenAI à l'origine du modèle GPT et des IA génératives ChatGPT et Dall-E. Selon Bloomberg, deux sociétés, et non des moindres, pourraient s'inviter dans ce tour de table : Apple et Nvidia. Le premier a noué un partenariat avec la start-up pour alimenter les fonctionnalités Apple Intelligence. Quant au second, il a déjà des participations chez les concurrents d'OpenAI comme Mistral ou Cohere. La levée de fonds devrait être menée par Thrive Capital pour un montant évalué à 1 Md\$, valorisant la société à 100 Md\$.

Intel consulte les banques sur sa stratégie

En pleine période de crise, le fondateur de Santa Clara s'est entouré de banques d'affaires, Morgan Stanley et Goldman Sachs, pour explorer différents scénarios. Selon des personnes proches du dossier citées par Bloomberg, la firme planche sur une scission de ses activités de conception et de fabrication de produits, mais aussi sur l'abandon de certains projets d'usines. Les autres options pourraient également inclure des fusions-acquisitions potentielles. L'ensemble des scénarios seront mis à l'ordre du jour du prochain conseil d'administration en septembre. Intel a récemment présenté de mauvais résultats au second trimestre et a

annoncé un plan de licenciement de 15 000 personnes.

Google remonte son bug bounty sur Chrome

Après avoir corrigé une dixième faille de type zero day sur son navigateur vedette, Google a décidé de prendre le taureau par les cornes et de réviser son programme de recherche de vulnérabilités. La prime la plus élevée pourra atteindre 250 000 dollars pour la démonstration d'une exécution de code à distance (RCE) dans un processus non sandboxé. Les hackers pourront prétendre à un montant supplémentaire de 55 000 dollars s'ils démontrent également l'exécution de code à distance dans le moteur de rendu.

Mots fléchés

On peut les avoir en main		Bouffon		Conséquence		Liquide à l'odeur de chloroforme		Jubilation		Il pète plus haut qu'il n'a le cul		Châtiment	
Contentement		Coiffures papales				Le noble est la boxe		Appareils pour élever des fardeaux				Petits chapeaux bretons	
Se tord				Religieux						Sorcier africain			
Vedettes en devenir													
										Généreux			
										Homo-sexuel inversi			
Très longue période				Surnom d'un demi de mêlée (Struxiano)		Hors d'ici					Béryllium		
Baie du Japon						Scrupuleuse					Fugitive		
			Liquider		Conductrices d'équidés								Entravée
Fleuve italien	Napperon				Pareil			Cinquième mois du calendrier juif				Drame au Japon	
	Langue du sud				Croquis			Copains					
		Escarpement monoclin					Prairie de hautes herbes						
		Voie ferrée											
Culs								Fils de Pylade					
Barbecue	Pas un Dictateur sanguinaire pendant la terreur						Ville de la tour penchée					Tige d'une plante	
							Vulgaire						
				Nouveau congé				Monument funéraire					
								H2O					
Mot d'encouragement				L'Irlande en VO						Non être		Anis âcre	Moyen supplémentaire
Fleuve russe				Moment d'une journée									
		Coup de baguettes frappé sur un tambour			Auteur de J'irai cracher sur vos tombes						Moyen de transport		
		Empereur déchu			Note de musique								
Conjonction de coordination			Attendue								Unique		
Débarrasse l'eau			Valeur refuge										
						Un journal anglais (The)		Instruments de combat					
Attifé					Pur					Division de la couronne		Affluent du Rhône	
Vin blanc cassis					Dirigeant portugais								
			Isolé					Diminutif de Antonio					
			Retira					Épais					
Imbécile		Un sultanat					Partie d'un canon		Train de banlieue		Connu		
		Obtenue									Accumulation		
						Bloquer							
Coup de pieds													
Petit socle pour les golfeurs						Métamorphose				Arme rudimentaire			
			Affluent de la Dordogne					Roublarde					

L'Algérie s'est classée au 7ème rang mondial en matière de volumes exportés en gaz naturel en 2023, avec un total de 52 milliards de m3, a indiqué l'Union internationale du gaz (IGU) dans son dernier rapport. Intitulé "Global gas report 2024", le document réalisé en collaboration avec l'opérateur italien de transport de gaz naturel "Snam" ainsi que la société indépendante de recherche et de veille énergétique "Rystad Energy", fait savoir que l'Algérie a exporté pour un total de 18 milliards de m3 (mds m3) de Gaz naturel liquéfié (GNL) et 34 mds m3 par gazoduc durant l'année écoulée. En tête du classement global d'export de gaz naturel, la Russie a exporté 139 mds m3 l'an passé, suivie par le Qatar (128 mds m3), les Etats-Unis (127 mds m3), la Norvège (120 mds m3), l'Australie (110 mds m3) et le Canada (53 mds m3).



GOVERNANCE
Vers la généralisation des COP à tous les secteurs

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a affirmé jeudi dernier à Alger, qu'il sera procédé à la généralisation du travail avec les contrats d'objectifs et de performance (COP) avec les responsables, dans le cadre d'une nouvelle approche visant à améliorer la gouvernance et la bonne utilisation des ressources. Dans une allocution prononcée lors des travaux d'une conférence organisée par la Direction générale du Trésor et de la comptabilité intitulée «Les séances du Trésor», M. Faïd a indiqué que «le ministère des Finances a entamé la rénovation de la gouvernance du secteur, notamment à travers l'adoption des COP, qui comportent des engagements des responsables concernant la réalisation d'objectifs préalablement identifiés, pour lesquels ils sont responsables et redevables». Et d'ajouter : «Nous œuvrons également à généraliser à tous les secteurs cette approche de rénovation de la gouvernance par l'institutionnalisation des COP». Cette nouvelle dynamique réformatrice est confortée également en adaptant et orientant «progressivement» les missions de l'inspection générale des finances (IGF) vers l'audit de la performance et l'évaluation de l'impact des politiques publiques dans les domaines socioéconomiques et financiers ainsi que des missions de conseil et d'aide à la décision, a soutenu le ministre. Faïd affirmé que «la redevabilité, la transparence, et la performance sont au cœur des politiques économiques publiques», précisant que «les institutions de l'Etat s'attèlent à examiner les voies à même de relancer le développement de l'économie, ce qui nécessite, en premier lieu, a-t-il dit, un engagement solide de reddition de comptes et chercher l'efficacité, afin d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles». Faïd a considéré que «L'utilisation et l'allocation des ressources doivent être alignées sur les objectifs des politiques publiques, lesquelles doivent, à leur tour, être adaptées aux exigences sociales, ce qui impose de s'efforcer à maximiser la rentabilité des ressources disponibles, et les formes d'efficacité en termes de prestation de services publics, en vue de leur promotion, tout en luttant contre toutes les voies de gaspillage des deniers publics».

ALGÉRIE-SLOVÉNIE

Approfondir les relations bilatérales

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, et la vice-Première ministre, ministre des Affaires étrangères et européennes de Slovénie, Mme Tanja Fajon, ont signé vendredi à Ljubljana, une déclaration conjointe dans laquelle ils ont réaffirmé la volonté commune des deux pays de "continuer à approfondir" les relations bilatérales et d'"explorer" les possibilités de coopération sur les questions internationales. M. Attaf qui effectuait une visite de travail en Slovénie, chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et Mme Fajon, ont souligné l'"importance de continuer à développer et à approfondir leurs relations bilatérales dans de multiples secteurs: économie, énergie, intelligence artificielle, numérisation, migration, entre autres", souligne la Déclaration. Pour l'avenir, les ministres s'engagent à explorer de nouvelles pistes de coopération qui profiteront aux deux pays. A cet égard, l'Algérie et la Slovénie ont salué l'ouverture d'ambassades dans leur capitale respective. En ce qui concerne la coopération économique, les deux ministres estiment qu'elle constitue "un élément important de nos relations bilatérales" et, à cette fin, ils se sont engagés à "renforcer les liens économiques entre les deux pays". Ils attendent avec intérêt la mise en œuvre de l'accord de coopé-

ration économique, en vigueur depuis mars 2024. Par ailleurs, les ministres ont salué le renforcement de la coopération dans le secteur de l'énergie et la signature de l'annexe à l'accord 2022 sur la fourniture de gaz naturel entre le groupe Sonatrach et Geoplin. Et ils ont salué aussi les progrès de la coopération bilatérale dans les domaines de la migration et de la sécurité, "qu'ils s'engagent à développer davantage", selon le document. S'agissant de la coopération multilatérale, M. Attaf et Mme Fajon "ont réaffirmé leur engagement commun à travailler ensemble dans les fora multilatéraux et à explorer les possibilités de coopération sur les questions internationales". En tant que membres non permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, "les deux pays reconnaissent l'importance des efforts conjoints pour maintenir la paix et la sécurité". "Au cours de nos mandats, nous continuerons à travailler en étroite collaboration sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun", ont souligné les deux parties. De plus, les deux ministres ont salué la coordination entre les délégations de leurs pays au Conseil de sécurité, en particulier sur la question palestinienne. Dans ce contexte, ils ont appelé de toute urgence notamment à "un cessez-le-feu immédiat et durable à Ghaza, au retrait total des forces israéliennes de la bande de

Ghaza et à un accès humanitaire sûr et sans entrave" à ce territoire, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Ils ont également insisté sur "la solution à deux Etats, en tant que règlement juste, durable et définitif du conflit israélo-palestinien". Concernant la question du Sahara occidental, les deux ministres "ont souligné le soutien de longue date de leurs pays au processus mené par l'ONU, y compris l'Envoiyé personnel du secrétaire général des Nations unies et la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), dans le but de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable basée sur le compromis, qui assurera l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, conformément à toutes les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité sur la question du Sahara occidental et aux principes et buts de la Charte des Nations unies". Les deux pays ont convenu que la question devrait être résolue "par des moyens pacifiques et diplomatiques sur la base du droit international". Au sujet de la crise en Ukraine, les deux ministres ont souligné "la nécessité d'une paix juste et durable conforme aux principes de la Charte des Nations unies et du droit international".

R E.

PARTENARIAT SINO-AFRICAIN

Nouveau pic des prêts chinois en 2023

Le rapport souligne que l'octroi de plus de 50% des prêts chinois à des banques multilatérales et nationales africaines se situe dans le cadre d'une stratégie d'atténuation des risques, qui vise à limiter l'exposition de Pékin aux problèmes d'endettement des pays africains. Les prêts accordés par la Chine

aux pays africains en 2023 ont atteint leur plus haut niveau depuis 2019, pour s'établir à 4,61 milliards de dollars, selon un rapport publié le mercredi 28 août 2024, par le Global Development Policy Center, un think tank rattaché à l'Université de Boston (Etats-Unis). Intitulé « Relative Risk and the Rate of Return: Chinese Loans to

Africa Database, 2000-2023 », ce rapport représente une mise à jour de la base de données relative aux prêts chinois à l'Afrique (China Loans to Africa, CLA), un projet interactif géré par le Global Development Policy Center, qui suit depuis l'an 2000 les engagements de prêts des banques publiques et commerciales ainsi que des enti-

tés publiques chinoises en direction des gouvernements africains, des entreprises publiques et des institutions multilatérales régionales. Le montant des prêts accordés par Pékin aux pays du continent durant l'année écoulée est en forte hausse par rapport à l'année 2022 (994,48 millions de dollars).

INTEMPÉRIES À TÉBESSA

Des pluies torrentielles provoquent le décès de 2 personnes

Les fortes pluies qui se sont abattues dans la nuit de vendredi à samedi sur la commune de Guorriguer, dans la wilaya de Tébessa, ont provoqué la mort de deux personnes, emportées par une crue de l'oued Bou-Said, selon le bilan des interventions de la Protection civile, dans cette wilaya, au cours des dernières 12 heures. Les éléments de l'unité secondaire de la Protection civile de la daïra de

Chréa, ceux de l'unité principale Martyr Hachani-Douh de Tébessa, et les équipes de la colonne mobile appuyées par les plongeurs et des sauveteurs en terrain accidenté, sont intervenus pour repêcher les corps de deux personnes âgées de 75 et 43 ans qui se trouvaient à bord de leur véhicule emporté par les eaux de l'oued Bou-Said dans la commune de Guorriguer, au sud de Tébessa, selon la même

source, qui a indiqué que les deux corps ont été déposés à la morgue de l'hôpital de Chréa. Les éléments de la Protection civile sont intervenus dans les communes d'El Aouinat et d'El Oghla El Malha pour absorber les eaux de pluies qui ont inondé des dizaines de maisons et pour secourir plusieurs personnes dont les véhicules ont été piégés par les crues, conclut le communiqué.

MARCHÉ DU GAZ

Des investissements nécessaires pour soutenir la demande

Le gaz constitue un combustible de plus en plus demandé à l'échelle globale dans un contexte où l'offre mondiale de gaz naturel peine à suivre. Une situation qui appelle une dynamique de maintien voire de renforcement des investissements gaziers. Le marché mondial du gaz est sous pression, marqué par une certaine fragilité de l'équilibre entre l'offre et la demande.

C'est ce que signalent plusieurs experts de l'énergie dont Martin Opdal de Rystad Energy lors de la publication mardi 27 août du rapport Global Gas Report 2024 de l'International Gas Union (IUG). Selon l'organisation, le marché mondial du gaz est dans une situation telle que la croissance de la demande risque de dépasser l'offre. Pour Martin Opdal, analyste chez Rystad Energy, la

hausse de la demande mondiale de gaz naturel de quelque 2,1 % offre l'occasion aux acteurs du marché, particulièrement les États, de soutenir des investissements dans la croissance de l'offre globale de gaz qui n'a augmenté que de 0,5 % l'année dernière. « Si nous cessons d'investir dans de nouveaux gisements de gaz, nous nous retrouverons avec un écart important d'ici

2030 si la croissance [de la demande] se poursuit au rythme actuel », a déclaré l'expert. Pour des pays africains comme le Mozambique, le Nigeria, l'Algérie et l'Égypte qui disposent de riches ressources en gaz naturel, ce développement leur offre l'opportunité d'attirer des investissements étrangers.